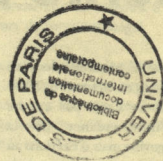


# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes  
17 au 23 octobre 1996



10,00 F

## Tous ensemble... vers la grève générale!

**L**A GREVE dans la fonction publique le 17 octobre est la première occasion d'envergure dont les travailleurs de la fonction publique peuvent se saisir au niveau national, pour relancer l'agitation sociale. Elle fait suite à la journée d'action, assez suivie, du 30 septembre dans l'Éducation nationale et à de nombreuses luttes locales. Bien sûr, personne ne croit plus à l'efficacité des grèves de 24 heures. Mais le bilan fait le 30 par une enseignante sur sa situation professionnelle, « incohérence, lassitude, angoisse, souffrance », résume bien le ras-le-bol général. Cette grève, on n'y croit pas trop. Cependant nous la ferons quand même, au cas où... Tellement il y en a marre!

L'appel à la grève est lancé par sept fédérations de fonctionnaires : CGT, CFTD, FO, FSU, UNSA, CFTC, CGC qui ont été rejointes par SUD PTT, le SNUI (impôts) et la CNT ainsi que trois Fédérations de cheminots qui contestent le plan de redressement de leur direction. Les revendications portent sur les salaires, la défense des services publics et de l'emploi dans la fonction publique. Pour les directions syndicales et le gouvernement, il s'agit d'un « test social » destiné à marquer le territoire des uns et des autres. Il s'agit surtout, en l'état actuel des choses, d'une soupape de sûreté destinée à soulager une tension sociale chronique, qui pourrait bien, si les bons docteurs institutionnels n'y prenaient garde, devenir autrement plus revendicative et révolutionnaire.

### Une situation sociale critique

En effet, l'environnement social de cette grève fait frémir. Le chômage a encore augmenté de 5,3 % en un an. Malgré le traficotage régulier des modes

ISSN 0026-9433 - N° 1055

M 2137 - 1055 - 10,00 F



F9P 2520

de calcul, le seuil des trois millions est de nouveau franchi. La liste des licenciements massifs, dans tous les domaines, fonction publique incluse, semble sans fin : GIAT, 2 569; Bally, 1 000 (sur 1 200); Moulinex, 2 600 (sur 6 000); Alcatel-Alsthom, 30 000 en Europe (dont la moitié en France); Crédit foncier, 2 000 (sur 3 500); Crédit lyonnais, 4 000; Peugeot, 1 760; Renault, 1 650; La Poste, 3 000; France Télécom, 1 400; SNCF, 5 000; Société française de production, 700; etc. Les jeunes sont les premières victimes du creusement des inégalités : le niveau de vie des moins de vingt-cinq ans a baissé de 15 % en cinq ans.

### Dès des luttes

Pas d'avenir pour les jeunes et la menace du chômage pèse sur tous : l'inquiétude le dispute à la colère. Et ça commence à bouger. Les arsenaux ont manifesté le 12 octobre à Paris après des mouvements locaux dont une énorme (et peu médiatisée) manifestation de 25 000 personnes à Brest, le 19 septembre. Les cheminots sont en grève à Marseille et fin septembre, les mécanos de la SNCF bloquaient, cagoulés et fermement déterminés, les voies à Nantes pour éviter 4 suppressions d'emploi. Lesdits licenciements avaient pu être évités l'année dernière grâce au mouvement de novembre et décembre, mais il ne s'agissait que d'un sursis de six mois.

Les grèves de la rentrée : textile, Crédit lyonnais, ont été malgré tout d'une ampleur limitée. A les analyser rapidement, on pourrait penser que la sempiternelle « rentrée sociale chaude », pronostiquée pendant l'été par les chefs syndicaux, n'est qu'un pétard mouillé. Pourtant, la situation reste tendue en permanence.

Car si, depuis maintenant plusieurs années, le nombre de journées de grève est en baisse, une récente étude menée par la CFDT montre que les mouvements sont plus brefs mais aussi plus fréquents et souvent plus violents. Presque toujours, la détermination est énorme. Derrière les mots d'ordre pro-

clamés, derrière les cadres institutionnels et syndicaux, il y a le ras-le-bol généralisé. Les travailleurs oscillent entre désarroi et révolte et il suffit souvent d'une revendication englobante, comme les salaires ou le Plan Juppé sur la Sécu, pour les faire quitter leur isolement et entrer dans la lutte.

### Et demain ?

Les Français, si l'on en croit les sondages, ou mieux encore, si l'on écoute ses voisins ou ses collègues du boulot, s'attendent à une crise sociale majeure. Mais la révolte qui couve manque de perspectives générales. C'est aux militants anarchistes de les apporter, dans leurs syndicats et, bien sûr, au cœur des luttes. C'est au moment où les contacts au sommet entre les grandes centrales sont gelés pour de sombres luttes de pouvoir (par exemple la rivalité entre la CFDT et FO pour la présidence de l'Unedic qui fait suite à l'éviction de FO de l'assurance maladie), où l'absence totale de projet révolutionnaire crée des abîmes entre les différentes boutiques revendicatives, que nous devons proposer des alternatives sociales crédibles.

N'oublions pas que la journée d'action du 10 octobre contre le Plan Juppé avait été le véritable révélateur du bouillonnement social de 1995. Le gouvernement est affaibli et Alain Juppé est contesté même par ses soutiens habituels. Il est aussi massivement rejeté par la population et se retrouve avec sur les bras la colère dans les secteurs de la santé (ambulanciers, médecins), des arsenaux, des banques, de l'Éducation nationale et de la SNCF. Seul le privé, privé de droits et d'espoirs, semble en retrait. Pourtant, ça et là, ça bouge :

Le Printemps ou Elf Aquitaine. L'enjeu pour les anarchistes n'est pas de défendre la fonction publique étatique mais de favoriser un conflit général en proposant des luttes globales, des perspectives de changement de société et, dès maintenant, des combats qui sortent des conformismes habituels.

Franck - Groupe Sabaté (Rennes)

- Actualité du Moyen âge :
- petite histoire du
- transfert d'une détenue
- page 4
- SEL : la goutte d'eau qui
- met le feu aux poudres
- page 6

## EDITORIAL

Au public, politiciens et patronat exposent la théorie libérale, son principe premier : « Une économie réellement concurrentielle permet à chaque individu, parce que ce dernier poursuit son intérêt propre, d'apporter le maximum d'efficacité à la collectivité tout entière. La concurrence entre les parties au sein d'un système totalement libre d'offres et de demandes, crée par conséquent l'harmonie du tout. Soumettez à la main invisible du marché, à sa régulation sans bureaucratie, toutes les activités humaines et vous aurez le meilleur des mondes possibles... »

Personne ne peut nier, en effet, que le sieur Crozermarie, ex-président de l'ARC, n'ait suivi son intérêt en prélevant, avec quelques complices, plus d'un milliard de francs sur les sommes, provenant de dons, qu'il prétendait recueillir pour développer la recherche médicale anticancéreuse. Il en va de même des banques qui gèrent Eurotunnel : elles ont suivi leur intérêt propre en épongeant la quasi-totalité des investissements des petits actionnaires, ne laissant à ces derniers, qui rêvaient de dividendes majestueux, que la solution prolétarienne de la manifestation de protestation. Qu'ont donc à voir avec l'intérêt général de la collectivité de pareilles filibusteries ?

L'image idéalisée du libéralisme mythique possède un rayonnement encore puissant. Résistera-t-elle longtemps à l'observation de la pratique du libéralisme réel, qui montre tous les jours sa nature profonde de prédateur au service des riches ?

Des rumeurs montent des faubourgs et des campagnes, ici et ailleurs, partout. En les écoutant, on se souvient de Wilson, le malheureux héros du 1984, de George Orwell. « S'il y a un espoir, songe-t-il quelques minutes avant d'être arrêté par la Police de la pensée, il est chez les prolétaires. Tôt ou tard, leur force deviendra consciente et agira. » Sommes-nous prêts à cet éveil, proche peut-être à l'échelle de l'histoire ? Car il se pourrait bien qu'il soit comme un orage, plein de bruits et de fureur.

# Bosnie : épuration ethnique par les urnes

**A** PRES les premières élections libres en novembre 1990 - il ne s'agit pas encore d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine mais d'élections au sein de la fédération yougoslave - trois partis politiques fondés sur des bases ethniques se sont partagé le pouvoir : le Parti démocratique serbe (SDS), l'Union démocratique croate (HDZ) et le Parti de l'action démocratique (SDA), et se répartirent les postes : chaque instance de l'administration fut « ethnicisée ». Au sommet, le Musulman Izetbegovic devint président, le Croate Kuljic devint chef du gouvernement, le Serbe Karadzic devint président de l'Assemblée de Bosnie.

« Alors que le partage se poursuivait au niveau central, dans les opstina (municipalités) le parti de l'ethnie majoritaire - majorité souvent relative - s'octroyait la quasi-totalité des postes, instaurant ainsi un pouvoir hégémonique et souvent intolérant. La coalition à trois dégénéra rapidement en un affrontement pour les dépouilles de l'Etat, le seul point commun des partis au pouvoir étant de combattre toute option fondée sur la citoyenneté.

« Cette conception reposant sur le critère ethnique ouvrait la voie au dépeçage du pays et par conséquent à la guerre. » (Svebor Dizdarevic, « Les irrecevables postulats du plan Owen-Vance », *Le Monde diplomatique*, mars 1993).

## Des partis ethniques

Ainsi, la condition incontestable de victime dans laquelle s'est trouvée la population bosniaque dans son ensemble ne doit pas nous aveugler sur la nature des instances du pouvoir en Bosnie, et en particulier le parti au pouvoir, le Parti d'action démocratique d'Alija Izetbegovic. Bien des témoignages attestent que pas plus que les dirigeants croates et serbes de Bosnie, Izetbegovic ne croyait à la « nation bosniaque », à laquelle il ne s'est rallié que quelques semaines après l'indépendance, ce qui accrédiétait la thèse, formulée dans *Ex-Yougoslavie, Ordre mondial et fascisme local* (1), selon laquelle les dirigeants « musulmans » n'auraient repris l'idée de multiculturalité (qui était une réalité vécue dans la popula-

tion, rappelons-le) que comme arme pour justifier leur contrôle sur des territoires qu'ils n'occupent pas. (Cf. le chapitre : « Essai de définition du point de vue serbe ».)

Les pratiques dénoncées par Svebor Dizdarevic, qui constituaient une régression terrible, allaient pourtant à l'encontre du sentiment existant dans la « société civile » bosniaque, puisque des enquêtes d'opinion révélèrent en 1990 et 1991 l'hostilité de la population à l'égard des nouvelles élites au pouvoir (2). En mai 1990, c'est-à-dire avant les élections, 71 % des personnes interrogées étaient hostiles à des « institutions et des partis fondés sur des critères nationaux ». Le nationalisme et la formation de partis à base ethnique étaient perçus par une majorité de la population, avant la guerre, comme le plus grand danger pour la stabilité de la Bosnie-Herzégovine. Alors, pourquoi, quelques mois plus tard, les élections ne révélèrent-elles que 25 % d'électeurs votant pour des partis non ethniques ? Ce phénomène ne saurait être expliqué de façon simpliste par une soudaine frénésie nationaliste chez les électeurs mais par des causes complexes et souvent contradictoires : l'existence même de partis « ethniques » provoque par anticipation la peur de ce que pourraient voter les autres nationalités ; par ailleurs, les partis non ethniques étaient souvent constitués d'anciens communistes et peu attractifs.

Aris Silajdzic, le premier ministre bosniaque, donne sa démission le 3 août 1995, puis, à la demande du président Izetbegovic, il revient sur sa décision une semaine plus tard.

Cet événement est le précurseur d'une opposition qui ira grandissant entre deux hommes et entre deux idées inconciliables de la politique bosniaque. Izetbegovic a besoin de son jeune Premier ministre parce que, formé à l'étranger, il projette aux yeux des médias occidentaux et des interlocuteurs des grandes puissances une image moderniste et avantageuse de la Bosnie. Mais entre les deux hommes ce sont deux projets politiques différents qui s'affrontent.

Le SDA, le parti dominant, est progressivement tombé sous le contrôle de sa fraction la plus dure, celle qui est favorable à une Bosnie musulmane. Ces

« conservateurs », dit Zlatko Dizdarevic, « aspirent à un Etat qui bride son peuple, censé tout supporter dans l'espoir de réaliser un authentique pays musulman, minuscule s'il le faut, mais parfait pour les nantis, les financiers, les mouchards et les proches du parti. Inutile de dire que cette conception encourage le patriotisme. Pour certains, il rime avec mobilisation dans les rangs de l'armée. A d'autres, il apporte la prospérité grâce à l'économie parallèle, les sociétés privées qui se nourrissent du malheur du peuple ou le commerce des privilèges et des fonds en provenance de toutes sortes de canaux « humanitaires étrangers. » (*Fenel Tribune Split*, cité par *Courrier international* n° 251 24-30 août 1995.)

## Des pratiques mafieuses

Le premier ministre Silajdzic était en même temps vice-président du SDA. Sa démission était en partie motivée par la dérive autoritaire du parti. Silajdzic voulait renforcer l'économie et le secteur civil pour relancer la vie économique du pays, et limiter le pouvoir des militaires dans les affaires civiles, propositions qui ont été rejetées par la majorité SDA au Parlement.

En outre, Silajdzic aurait demandé « que les sommes non négligeables qui circulent sur les comptes semi-privés des membres du SDA et du parti lui-même soient enfin mises sous contrôle de l'Etat, du gouvernement et de la Banque centrale bosniaque. Or c'est le talon d'Achille du SDA. Son pouvoir de plus en plus étendu dans tous les domaines de la vie publique et moins publique s'appuie nécessairement sur l'argent de l'économie parallèle, qui afflue en Bosnie-Herzégovine en grandes quantités ».

De fait, le SDA a progressivement introduit des rapports de type nettement mafieux dans les régions qu'il contrôle. Ainsi, le soir où Silajdzic devait expliquer à la télévision les raisons de sa démission, Sarajevo, est-ce un hasard, a été frappée par une panne d'électricité.

Lors de la campagne électorale qui devait aboutir aux élections du 14 septembre, les candidats d'opposition ont été victimes d'un harcèlement systématique, ils ont perdu leur emploi, reçu des menaces et ont parfois trouvé des engins explosifs devant leurs maisons. La police a saisi et détruit des tracts et des affiches de la Liste unie pour la Bosnie-Herzégovine (ZLBH), une coalition de cinq partis multi-ethniques.

Ces partis n'ont pas accès aux médias et sont obligés de limiter le nombre de leurs réunions électorales. Partout, on voit Izetbegovic à la télévision, inaccessible par ailleurs à l'opposition.

La première réunion du parti constitué par Aris Silajdzic, qui a entre-temps démissionné pour de bon, le Parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBIH) a été l'occasion d'une violente attaque contre

l'ancien Premier ministre. Les opposants sont systématiquement assimilés à des ennemis. Le pouvoir « expérimente un système de pouvoir absolu. Le SDA s'est approprié le pouvoir au gouvernement cantonal, dans la rue, dans les cafés, au marché noir, au sein de la mafia... » déclare un candidat du SBIH cité par *Le Monde* (4-9-96). L'auteur de l'article mentionné, Rémi Ourdan, commente : « Le parti d'Alija Izetbegovic use de méthodes identiques aux partis ultranationalistes serbe (SDS) et croate (HDZ). La survie d'une ethnie et la peur de l'autre sont les références classiques des appels à la mobilisation de l'électorat. »

des trois côtés au détriment des partis multi-ethniques. La fédération croato-musulmane restera une entité fictive, totalement divisée entre les trois communautés.

Au 19 septembre, Izetbegovic obtient 81,9 % des voix musulmanes, Moncilo Krajisnik, le candidat serbe 75,2 %, et Kresimir Zubak, le Croate 87,8 %. Mais on a appris, par la suite, que 104 % des Musulmans avaient voté!

C'est que le États-Unis sont d'une part pressés d'en finir pour se désengager et, d'autre part, Clinton n'a aucun intérêt à prendre son temps dans la mesure où il a besoin que la question soit réglée avant le 5 novembre, date des



Le SDA veille en particulier à l'attribution des appartements, des cafés et des magasins. Les réfugiés, eux, n'ont pas d'autre choix que de payer cher s'ils reviennent de pays étrangers. 0

La Liste unie pour la Bosnie-Herzégovine espère cependant faire un score à Tuzla, qui est le dernier bastion, avec Sarajevo, de la multi-ethnicité. A Tuzla, la liste est menée par le maire, Selim Beslagic, de l'Union des sociaux-démocrates bosniaques (UBSD). Un des responsables de ce parti, Sejfidin Tokic, déclarait : « L'idée de base était que les partis de notre coalition s'engagent à ne pas coopérer ni avant, ni pendant, ni après les élections avec les trois partis nationalistes au pouvoir, serbe, croate et musulman, car nous savons qu'aucun d'entre eux ne peut plus rien apporter de bon en Bosnie, ni sur le plan de la tolérance, ni sur le plan de la démocratie, ni pour résoudre le problème des réfugiés. » (*Libération*, 15 septembre 1996.)

## Renforcement des nationalismes

Cette liste appelle à voter contre les partis qui ont déclenché la guerre après leur victoire électorale en novembre 1990. Pour le reste, Silajdzic n'obtiendra que 15 % des voix, et son homologue croate de la coalition multi-ethnique, Ivo Komsic, 10 %.

Les élections du 14 septembre, qui surviennent beaucoup trop tôt, vont renforcer les positions des nationalistes

élections aux États-Unis, afin de présenter au crédit de sa politique internationale la paix en Bosnie-Herzégovine.

On peut dire en conclusion que les élections ont été la confirmation du découpage ethnique de la Bosnie-Herzégovine, l'apothéose du nettoyage ethnique. Les nationalistes serbes, croates et musulmans vont monopoliser tous les rouages de la vie publique. Le « rêve bosniaque », dit Rémi Ourdan, « a succombé aux attaques de la vague nationaliste serbe et croate et le parti de M. Izetbegovic ne s'est guère mieux comporté durant la campagne électorale. Sans prégner des résultats aux différents scrutins, une victoire nationaliste semble acquise, tant les trois partis dominants utilisent des méthodes totalitaires afin de ne pas offrir de choix à la population. » (*Le Monde*, 15-16 septembre 1996.)

René Berthier

(1) Coédition ACL - Reflex - Éditions du Monde libertaire.

(2) Xavier Bougarel, « Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrrière », *Hérodote* n° 67, p. 84.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08  
Fax : (1) 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

# Villeneuve d'Ascq : procès contre le Comité anti-expulsions

Depuis 1994, le Comité anti-expulsions de Villeneuve d'Ascq (département du Nord) s'efforce d'agir au quotidien sur le domaine de la lutte pour le droit au logement. Pour s'être opposés, en octobre 1995, à l'expulsion ordonnée par l'Office public des habitations à loyers modérés à l'encontre d'une étudiante camerounaise, deux membres de ce Comité, Patrice Bardet et Christine Eme, et une élue communiste, Danièle Cochez, se sont vus entraînés devant le tribunal correctionnel. Patrice Bardet, président du Comité, a accepté de répondre à nos questions.

**Christophe Fétat : Est-ce que tu peux nous donner un bref historique de votre Comité?**

**Patrice Bardet :** Aux lendemains des dernières élections cantonales, nous avons appris qu'un huissier allait procéder à une saisie pour recouvrer le montant de loyers impayés par un habitant de notre quartier. Nous avons décidé d'être présents dans l'appartement lors de la venue de l'huissier. Après négociations avec ce dernier, nous sommes parvenus à éviter la saisie et à obtenir que le locataire soit relugé et que sa dette soit apurée. Cette première victoire nous a donné l'envie de continuer et une association loi 1901 a vu le jour deux mois plus tard, en mai 1994. L'article 2 de nos statuts stipule que son objet social est de lutter contre les expulsions, leurs causes et leurs conséquences. En cas d'expulsions, nous exigeons un relogement qui préserve l'unité et la dignité de la famille concernée. Bien entendu, nous nous occupons également des cas d'expulsion de personnes célibataires. Plus de 90 % des membres du Comité ont été touchés personnellement par des problèmes dus à la précarité. Nous regroupons des personnes de tous horizons, exception faite, bien entendu, des sympathisants des thèses d'extrême droite. Au total, nous nous sommes opposés physiquement, sans violence aucune, à plus de vingt expulsions et nous avons apporté notre aide à quatre-vingts familles environ.

**Q : Quels sont les modes de fonctionnement de votre Comité?**

**R :** Tout le monde est bénévole. Au départ, nous souhaitons nous orienter vers la constitution d'un Comité de quartier puisque nous logions tous aux alentours de l'hôtel de ville de Villeneuve-d'Ascq. Nous voulions recréer des liens de voisinage, montrer qu'il était possible de mettre en place un système d'entraide sans avoir besoin de recourir à l'argent. Ce principe est respecté. Les cotisations sont symboliques (la cotisation minimum est de 10 francs). Une aide est apportée à tous, y compris aux non-adhérents. Pour vous donner une idée de nos finances, il devait y avoir à peu près 35 francs en caisse avant le procès. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de frais car les activités de notre association débordent largement du cadre géographique de notre quartier.

**Q : Est-ce que tu peux nous donner des exemples de ces activités?**

**R :** Initialement, nous pensions n'intervenir qu'aux alentours de l'hôtel de ville mais nous avons été amenés à travailler dans l'ensemble des quartiers de Villeneuve-d'Ascq sans compter les actions sur Hellemes, Ronchin et autres localités de la métro-

pole lilloise. Il nous est même arrivé d'aller jusqu'à Lens! Mais, pour être véritablement efficace, autrement dit être sur les lieux avant l'huissier et les déménageurs, mieux vaut que le lieu de l'expulsion soit à moins d'un quart d'heure de route.

**Q : En général, comment se déroulent vos actions?**

**R :** Les personnes expulsables préviennent par téléphone le Comité. Nous occupons l'appartement jusqu'à parvenir, en dialoguant avec l'huissier, à aboutir à son départ et un engagement de négociations ultérieures.

**Q : Est-ce que vous avez déjà eu maille à partir avec la maison Poulaga?**

**R :** Non car, dans un premier temps, l'huissier ne peut pas recourir aux forces de l'ordre. Il ne peut expulser le locataire qu'avec son consentement. C'est inscrit dans la loi. En théorie, le Comité n'a donc pas lieu d'exister puisque le locataire peut s'opposer lui-même à son expulsion. Mais l'intervention du Comité traduit une solidarité en actes face à l'huissier, aux déménageurs et à la présence éventuelle d'un commissaire garant du bon déroulement de l'expulsion et qui est censé s'assurer du respect des droits du locataire.

**Q : Pour la première fois, certains d'entre-vous ont été traduits en justice pour ce type d'actions. Comment est-ce que tu l'expliques?**

**R :** Objectivement, cela devenait difficile d'expulser sur Villeneuve-d'Ascq, ce qui n'était pas sans déplaire aux huissiers, aux pontes de l'OPHLM et au procureur de la République.

**Q : Qui a décidé de porter plainte?**

**R :** C'est l'huissier présent lors de l'expulsion, Claude Lefebvre. Il est intéressant de noter que si nous avons été interrogés au commissariat de Villeneuve d'Ascq, la plainte a été déposée dans un commissariat d'une autre localité. De novembre 1995 à janvier 1996, nous avons été six à devoir nous y présenter.

**Q : Quel a été le résultat de ces entrevues?**

**R :** Au cours des interrogatoires qui duraient d'une à deux heures, nous avons surtout été questionnés sur le déroulement des faits, mais également sur les statuts de notre association puisque nous avons tenu à nous présenter comme membres du Comité.

**Q : Votre jugement a eu lieu le 10 septembre dernier. Qu'en ressort-il?**

**R :** La relaxe a été prononcée puisqu'il a été prouvé que les accusations d'intimidations physiques et verbales envers l'huissier n'étaient pas fondées.

**Q : Cependant le Parquet fait appel. Dans un tract lapidaire et humoristique, vous conseillez à tout un chacun de vérifier où vous plongiez avant de sauver un noyé car on pourrait lui mettre une amende pour baignade interdite. Belle image pour présenter les suites ubuesques données par les pouvoirs judiciaires à votre procès! Êtes-vous inquiets pour les jours à venir?**

**R :** Le moins que nous puissions dire c'est que nous ne sommes pas rassurés! Les individus sont broyés par le sys-

tème. Si l'État décide de condamner un individu, il sera difficile de s'en sortir tant le rapport de force est inégal.

**Q : Pour autant, vous ne baissez pas les bras?**

**R :** Nous continuerons à nous opposer aux expulsions. D'ores et déjà de nouveaux cas nous ont été signalés. Soit dit en passant, nous nous opposons aux expulsions sans solutions de relogement quel qu'en soit le motif.

**Q : Quels sont vos rapports avec les autres structures militantes pour le droit au logement?**

**R :** Nous travaillons régulièrement avec AC!, et d'autres associations de chômeurs telles que l'ADEC ou le mouvement national des chômeurs précaires. Nous travaillons également avec le DAL et les Ateliers populaires d'urbanisme (APU) de Lille-Fives, du Vieux Lille, de Lille-Moulins et de Wazemmes. Nous faisons parti du Collectif RASSADJ (Rassemblement des associations, structures, syndicats pour l'accès au droit et à la justice) qui regroupe le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, les Avocats démocrates du Nord, les APU, SOS Racisme Lille, etc. Nous essayons d'avoir avec tous ces partenaires des actions concertées sur le droit au logement. Après une réflexion sur le recours aux squats sauvages, nous nous sommes orientés en priorité vers la réquisition légale. Ce qui a donné lieu aux diverses actions du DAL de Lille, émanation d'individus appartenant à divers structures, associations et syndicats, sans oublier des individus n'étant dans aucune organisation.

Par ailleurs, nous avons demandé à la commune de créer une commission de « recours ultime » comprenant la ou les personnes expulsable(s), le bailleur, une assistante sociale, des représentants de la municipalité, le CCAS et une association choisie par la ou les personne(s) expulsable(s) susceptible de trouver une alternative à l'expulsion. Jusqu'au procès, cette commission a permis de diminuer considérablement le nombre d'expulsions (vingt-quatre en 1995, une seule de janvier à septembre 1996). Malheureusement, cela a repris, certains expulsables ne s'étant pas fait connaître ou n'ayant pas tenu les engagements pris lors de ces commissions. Parallèlement, des bailleurs ont choisi de ne pas saisir cette commission afin d'expulser à leur guise.

Propos recueillis par Christophe Fétat - FA Lille

Pour joindre le Comité anti-expulsions, écrire : 13/4, rue Vermeer - 59650 Villeneuve-d'Ascq - Tél. 20 47 40 44 ou 20 79 46 37 (soirée)

## Soirée très relaxe le 26 octobre

Le Comité anti-expulsions organise une fête salle Desquesnes (place Descat, près du grand boulevard) à Villeneuve d'Ascq-Breucq, avec dès 17 heures Denis Cacheux, La bande à Paulo, Les Belles lorettes, Galimède, Tempus Fugit, etc.

50 F ; soutien 100 F ; chômeurs, étudiants 20 F.

## En bref

■ Le groupe de la Villette de la FA tient une permanence le dernier jeudi de chaque mois à l'USINE, 102, bd de la Villette, 75019 Paris.

■ Le Centre Ascaso-Durruti est en train de voir le jour à Montpellier. A l'initiative d'Abel Paz, il s'agit d'une bibliothèque d'archives, de documents et de livres. L'ouverture du centre ne pourra se faire qu'une fois les travaux achevés, ce qui nécessite encore quelques frais. Vos dons sont donc les bienvenus.

Centre Ascaso-Durruti, 25, rue Dezeuze, 34070 Montpellier.

■ Le groupe Les Temps nouveaux de la FA vend le Monde libertaire tous les samedis de

11 à 12 heures au marché Saint-Martin. Groupe Les temps nouveaux, c/o CEL 29277 Brest cedex.

■ Un groupe libertaire vient de se créer à Blois. Son adresse est : Groupe libertaire de Blois, B.P. n° 1 41190 Molineuf.

■ L'association des donneurs de voix des libertaires est en train de réaliser une bibliothèque sonore à l'intention des handicapés visuels. Celle-ci sera différente des autres pour son contenu et vous permettra de vous initier et de vous familiariser avec la pensée libertaire. Cette bibliothèque sonore sera composée d'ouvrages littéraires, politiques et philosophiques. Le devenir de celle-ci dépend de

vous. Renseignements au 46 26 64 04 aux heures ouvrables ou bien à : Donneurs de voix des libertaires, 93 rue Jeanne d'Arc 75013 Paris.

■ Liberté à Brême, pièce de R.W. Fassbinder au Théâtre de la Huchette du 10 septembre au 31 décembre. 100 F au lieu de 160 F pour les auditeurs de Radio libertaire et les lecteurs du Monde libertaire.

■ Le journal Germinal change d'adresse : Germinal, B.P. 78, 52003 Chaumont cedex.

■ Exposition (peinture, sculptures et documents) : « Autour de Bakounine : les anarchistes » du 10 au 19 octobre, du mardi au samedi, salle Bélian, 88, rue

d'Havrè (Institut supérieur d'architecture) à Mons.

■ Le numéro d'octobre d'Alternative libertaire a paru. 20 F l'exemplaire ou 150 F pour dix numéros (pour les lecteurs du Monde libertaire). Chèques à l'ordre de Noël Roger, 2, rue de l'Inquisition 1000 Bruxelles.

■ Le numéro 8 d'ab irato vient de paraître. 10 F. Ab irato, B.P. 328, 75525 Paris cedex 11. En vente aussi à la librairie du Monde libertaire...

■ Courant alternatif paraît ce mois-ci avec un dossier : « Sans-papiers, sans-foyers, résistance à la xénophobie d'Etat », Un bilan de la « Malvenue au pape »...

# Une humiliation supplémentaire

Par courrier, nous avons reçu le témoignage sur la condition carcérale qu'on pourra lire ci-dessous. Nous avons pensé qu'il pourrait intéresser nos lecteurs.

IL Y A ENVIRON UN MOIS, j'ai été conduite à une consultation de gynécologie pour une douleur que je ressentais depuis deux semaines, et lors de l'examen, il est apparu que j'avais un problème à l'utérus : une échographie urgente s'imposait. On devait me conduire pour cela à l'hôpital de Pontoise, situé à 5 minutes de la prison. C'est grâce à la monitrice de sport, qui a vu ma grande fatigue et l'état de mon ventre - de 58 centimètres de tour de taille j'étais passée à 86 centimètres - et aussi à l'insistance de la doctoresse, que j'ai obtenu mon transfert à l'hôpital le vendredi 7 septembre. Je devais boire au moins deux litres d'eau, ce que j'ai fait. J'ai été emmenée à la fouille corporelle complètement nue ! Et avant que j'ai eu le temps de me rhabiller, on m'apportait ce que je croyais être des menottes.

## Les fers aux pieds

Alors a commencé le tourment. La fonctionnaire - matonne -, sans plus attendre, s'est agenouillée pour mettre à mes pieds les deux fers avec chaîne. Ne comprenant pas, je lui ai demandé des explications. Sa réponse a été : « Ici, c'est comme ça. » Si je n'acceptais pas, je risquais l'annulation de l'échographie. Je m'inquiétais pour ce résultat de l'examen et je décidais donc de ne rien dire jusqu'au retour.

Devant la porte de la prison attendaient une douzaine de flics pour me faire monter dans le fourgon. Je me suis aperçue que ce n'étaient pas les flics habituels, c'est-à-dire le corps spécial de gendarmerie, mais des flics de commissariat, très tendus et très nerveux. Le regard qu'ils me lançaient, dur et méprisant, m'annonçait ce qu'allait être ce voyage. Dehors se tenait un autre fourgon en plus de deux voitures banalisées. Tous s'affairaient d'un côté et de l'autre avec des talkie-walkies et moi j'hallucinai.

Arrivés à l'hôpital, le cirque a commencé. D'entrée un flic m'a attrapée par la chaîne des menottes, un autre par la veste, et entourée de dix autres, j'ai été obligée de « marcher » à pas rapides.

Les fers t'obligent à faire des petits pas très rapides si tu ne veux pas te casser la figure. A chaque pas, le fer frappe la cheville que tu avances, comme un marteau de métal. L'os saillant sur la partie extérieure du pied ressent un coup vif.

Les flics, avec moi au milieu, sont entrés en trombe dans les couloirs remplis de gens et de malades de tous âges, en criant : « Écartez-vous ! ». Ils ont empoigné et repoussé un gamin de seize ans en lui beuglant s'il ne comprenait pas ce que s'écarter voulait dire. Toute porte se trouvant ouverte sur leur passage était fermée brutalement ; entre les cris et les portes qui claquaient... c'était plus l'ambiance

d'un commissariat que d'un hôpital. Ils se croient vraiment les maîtres partout où ils passent.

Il m'était de plus en plus difficile de marcher, je leur ai demandé d'aller plus lentement à cause de la douleur qui était plus aiguë à chaque pas. Ils m'ont regardé du coin de l'œil et n'ont pas tenu cas de ma remarque. Le flic a continué à tirer sur les menottes et moi, je marchais comme un canard, avec un rictus de douleur, devant toutes ces personnes et dans la tension que faisaient régner les flics... Comme je voyais que mes plaintes les laissaient indifférents, j'ai stoppé net et leur ai dit que je ne pouvais plus marcher dans ces conditions. En plus, je commençais à boiter du pied gauche. Comme il y avait beaucoup de monde et qu'ils allaient devoir me traîner à cause de mon refus catégorique de faire un pas de plus, un flic - celui qui commandait - a ordonné qu'on m'enlève les fers pour pouvoir aller plus vite. Là était la preuve que les fers ne servent qu'à humilier et à faire souffrir... Ici, celui qui porte un uniforme s'octroie le pouvoir.

## Un sous-individu enchaîné et sans intimité

On est arrivés au service de gynécologie. Là, c'étaient encore les flics qui commandaient, donnant des ordres aux médecins qui admettaient tout. J'ai attendu 5 minutes, les flics collés à moi de manière à ce que je ne puisse même pas bouger. La doctoresse est arrivée et ils m'ont introduite dans une pièce avec les deux femmes-flics et la matonne. Le médecin a demandé qu'on m'enlève les menottes pour que je puisse me déshabiller. Elles m'ont libéré une main mais ne m'ont pas lâchée. C'est avec six mains sur moi et sans qu'elles daignent me lâcher pour que j'enlève ma veste - imaginez la situation - qu'au bout de cinq minutes de contorsions j'y suis parvenue. J'étais à peine allongée que déjà elles m'attachaient la main au pied du lit. Si fort, si bas et si bien que la menotte s'est refermée d'un cran autour de mon poignet. Au bout d'un moment, je ne sentais plus circuler mon sang, mon bras était tordu au niveau du coude. Je leur ai dit que je me sentais mal et que je souffrais. Ce à quoi elles m'ont répondu qu'on verrait plus tard (plusieurs prisonnières de droit commun m'ont raconté plus tard qu'à une femme enceinte ils avaient fait l'examen attachée et menottée au pied du lit, les fers aux pieds, et les médecins n'ont rien dit).

La porte s'ouvrait sans arrêt alors que les flics étaient dehors, je leur ai demandé d'éteindre la lumière. De toute façon, il fallait l'éteindre pour l'échographie. La doctoresse l'a fait mais elle m'a demandé d'aller uriner aux toilettes d'à côté parce que j'avais bu trop d'eau - il y avait dans la pièce une porte qui menait aux toilettes. Les femmes-flics ont refusé et ont demandé un récipient pour que j'urine là, près du lit. Je ne pouvais pas en croire mes oreilles.

Je n'en pouvais plus, j'essayais de me lever mais les menottes coincées dans une barre transversale du lit m'empêchaient de me redresser. Je leur ai demandé si elles croyaient pouvoir m'humilier en me faisant baisser la culotte dans une telle posi-

tion, sans que je puisse bouger le bras, là, devant tout le monde, face à la porte qui s'ouvrait sans arrêt, et les flics devant... Je ne suis pas un animal, j'ai des droits et une dignité, en vertu de quoi j'ai demandé qu'elles me laissent uriner dans l'intimité. Je leur ai dit que personne ne pouvait m'obliger à le faire en public et dans de telles conditions. Je répétais qu'elles étaient trois avec une dizaine de flics dehors en renfort, qu'il n'était pas nécessaire de me libérer les deux menottes, qu'une suffisait, mais qu'elles devaient me laisser aller aux toilettes. Elles me répondirent qu'il n'en était pas question, et toutes les trois se précipitèrent sur moi et entreprirent de me baisser sur talon et culotte. Elles firent apporter un récipient, j'allais me défendre à coups de pied quand la porte s'ouvrit. Tous les flics étaient dehors et je savais que si j'opposais de la résistance, ils

feraient irruption. Sans pouvoir rien faire et serrant les dents, je les laissais faire. Quand la porte s'est ouverte pour rendre le récipient, les flics ont eu une vue parfaite sur mon intimité. La doctoresse, qui s'est tue pendant toute la scène, s'est empressée de me couvrir. Ce geste m'a un peu calmée bien que mes jambes soient en train de trembler à cause de la rage, de la tension et de l'impuissance que je ressentais. Reste à raconter le détail morbide, le plus difficile à raconter parce qu'il faut vivre cette situation et être femme pour le comprendre tel que je l'ai ressenti. J'avais mes règles.

Je ne sais pas si j'arrive à expliquer et à bien transmettre ce qui s'est passé et comment je l'ai vécu... Ce

Au retour, à nouveau la douleur des menottes, traînée par les vêtements à toute vitesse, bousculée. Dans le camion, ils m'ont remis les fers.

Arrivés à la prison, au moment de la fouille corporelle, complètement nue, face à mes protestations sur le traitement qui m'avait été infligé, on me répondit « Ici, c'est la France, et pas le pays Basque ». Ils me dirent qu'ici, à Osny, je porterais toujours les fers. Je demandais quel juge ou quelle loi m'avait condamnée à être enchaînée comme un animal dangereux. Ils répondirent que « les juges n'ont rien à dire car c'est la direction de la prison qui décide », que si je résistais, je serais transférée à Fresnes, ou pire encore, qu'on ne me conduirait plus à l'hôpital même en cas de besoin.

A ce moment-là, j'ai vécu plus de tension et une situation pire que lors de ma détention et des quatre jours passés au commissariat.

Peu m'importe que ce soit la prison ou le pape en personne qui décide, je ne compte pas accepter les fers, à plus forte raison si un simple flic a le pouvoir de décider quand on peut me les enlever. Nous imposons les fers et nous emmenons de cette façon, n'est-ce pas, une excuse pour nous humilier davantage, humiliation supplémentaire et absolument pas nécessaire. Le fait de nous enchaîner les rend plus arrogants, tout-puissants, tu es à leur merci. Les marques au poignet gauche ont persisté vingt-quatre heures. J'ai écrit au directeur de la prison et j'ai parlé avec le chef de service qui a tenté de me « convaincre » de la « nécessité » des fers, mais qui n'a pas répondu à mes arguments mettant en évidence le « manque de logique » de tels procédés (si tant est que l'on puisse parler de « logique » en politique pénitentiaire). S'ils ne trouvent pas de logique aux choses, ils les imposent.

Il nous reste encore un droit, c'est celui dont parle Mario Benedetti, si l'on m'empêche de faire ce que je veux, personne ne peut m'obliger à faire ce que je ne veux pas. Mon refus de porter des entraves est clair et sans appel, quel que soit le prix à payer, plus en raison de l'atteinte à ma dignité que pour la douleur physique. Si au nom de la prétendue sécurité on nie, arrache, piétine les droits minimums, qui garantissent notre sécurité face à de tels abus ? Qui nous a condamnés à les subir et de quel droit ? Il nous reste malgré tout un droit : la dignité. Et nous allons la préserver à tout prix. Je ne sais pas quel prix j'aurais à payer : un transfert par la force, ne pas me conduire à l'hôpital, être l'objet d'un rapport disciplinaire, je ne sais pas et je ne m'en soucie pas. Je sais seulement que je ne permettrais pas de me considérer comme un « objet » sans droits, que l'on peut attacher, bousculer, dénuder et faire pisser dans n'importe quel coin, qui ne ressent pas et n'a que le droit de se taire.

**Irène Lopez Riano**  
Détenue à Osny au moment des faits, transférée depuis à Fresnes  
Numéro d'écrou : 864 961  
1, allée des Thuyas  
94201 Fresnes cedex



Je peux dire c'est qu'ils m'ont bien fait comprendre que pour eux je n'étais qu'un « sous-individu » enchaîné, terroriste, sans intimité, sans dignité, sans droits, sans besoins, sans rien, pour qui on n'a pas le moindre respect.

**Les juges n'ont rien à dire**

A ce moment-là, avec tous les flics qui me regardaient, moitié nue de la taille aux pieds, menottée au lit, à moitié renversée, totalement humiliée, je n'étais pas en position « d'empêcher » qu'ils me traitent ainsi. Que les flics soient des femmes ne m'a pas fait sentir moins humiliée. Que cela soit clair. Ce qui m'a retenue de réagir, mis à part la très probable intervention des autres flics, fut l'inquiétude du résultat de l'échographie qui ne m'avait pas encore été faite. Si je résistais, ils auraient pu annuler l'examen. Honteux.

Depuis s'abat sur pour originaux de d'une car... tisme. Ne la presse... bons et le la répons... italienne.

Les réce... des commu... gendarmen... techniques... congrès, ex... rentes com... respectifs. L... 1988; dans... pas pour ce...

Les prot... Marini et F... accusation... sones et m...

Il convie... truction da... pour masq... militaire, e...

## Vie

L A PI... de... gran... my... d'abord pa... cubaine Da... des rares s... surtout pa... révolution... Ce malaise... la dictature... par la Dro... ses actuels... (également... son expéri... Che, pour... de caution... Paysan de l... 17 ans, la g... participa... aux princip... Batista jusq... ensuite des... régime : te... La Havane... major, dire... des militan... prisons, etc... Benigno a... ticipé à la p... l'étranger d... mis à la ret... avait cessé... Benigno se... tu jusqu'à... quitter Cub... Aujourd'hui... « Dans mo... brusque, d'... les choses... 1968, quan... Che et de p... Depuis lors... questions :... Bolive? Que... Mais aujou... réponses :... « Fidel nous... qu'il voulait... leader anti-... obéissant au... lait pas que... ce continen...

## Les anarchistes italiens fédérés accusent

Depuis quelque temps en Italie, une vague d'arrestations s'abat sur le milieu autonome. Cette répression, qui a pour origine une série de crimes, comme des séquestrations de personnes et des meurtres, est aussi l'occasion d'une campagne de presse assimilant anarchie et banditisme. Non content de ces calomnies, les plisse-copies de la presse aux ordres s'ingénient à vouloir distinguer les bons et les mauvais anarchistes. Nous vous présentons ici la réponse de nos camarades de la Fédération anarchiste italienne.

Les récents actes de répression amplifiés par la presse, sur la base des communiqués de la magistrature et des ROS (Brigade spéciale de gendarmerie), représentent une maligne articulation des nouvelles techniques de contrôle social, basées sur l'invention d'adhésions, congrès, expulsions qui n'ont jamais existé, attribuant ainsi aux différentes composantes du mouvement anarchiste de prétendus rôles respectifs. En particulier la FAI n'a jamais tenu de Congrès à Fiori en 1988; dans son pacte associatif l'expulsion n'est pas prévue, *a fortiori* pas pour ceux qui n'y ont jamais été adhérents.

Les protagonistes de cet épisode, les magistrats instructeurs Marini et Fonta et les services spéciaux de gendarmerie portent des accusations particulièrement infamantes : séquestrations de personnes et meurtres.

Il convient de se souvenir que Marini fut le premier juge d'instruction dans l'enquête sur le massacre d'Ustica, un des plus actifs pour masquer l'implication des sommets dirigeants de l'aviation militaire, et il a également apporté sa contribution à la tentative

d'enlèvement de l'enquête sur les « desaparecidos » d'origine italienne (1), rendant ainsi un très grand service aux bouchers argentins.

En ce qui concerne la gendarmerie (carabinieri), les massacres successifs en Italie de la Piazza Fontana à nos jours ont enregistré de très nettes implications de la direction de l'armée (comme, par exemple, Peteano et Bologne).

La « philosophie » de l'enquête trouve ses racines dans la notification aux accusés de leur inculpation pour le crime d'association subversive. Ce crime, introduit dans le Code pénal au temps du fascisme, ne vise pas des faits criminels précis mais est une menace pour ces associations qui aspirent à l'élimination de l'oppression et de l'injustice à travers un changement radical de la société, menace mise en pratique selon les besoins politiques du moment. L'accusation d'association subversive est également utilisée pour étayer des actions répressives contre l'auto-organisation des travailleurs, comme le démontre la récente sentence contre les droits syndicaux de l'Union syndicale italienne (section de l'AIT), sous prétexte d'aspirations transformatrices contenues dans ses statuts.

Les affirmations des responsables de l'instruction, présentant les militants de la FAI comme les « gentils anarchistes », apparaissent donc comme fausses et instrumentalisées : le délit d'association subversive pourrait être tranquillement opposé à une organisation comme la nôtre, qui aspire à abattre l'État et à établir le communisme libertaire, comme il peut être opposé à n'importe quel autre secteur de l'opposition sociale. Le système judiciaire ne garantit donc la liberté d'association qu'à ceux qui acceptent cette société de domination et d'exploitation.

Les anarchistes de la FAI pratiquent la cohérence entre la fin et les moyens. Ils ne reconnaissent donc comme leurs que les règles libre-

ment choisies et refusent toute forme de dépendance, c'est-à-dire toute forme d'ingérence autoritaire de la part d'un quelconque organisme étatique (loi, magistrature, police, etc.).

Avec une détermination égale à celle qu'ils opposent à l'État, les anarchistes fédérés refusent tout rapprochement avec des pratiques qui perpétuent et reproduisent spectaculairement l'autoritarisme : la violence sans discrimination, la contrainte dans les cas de séquestration de personne, qui rappelle tristement à notre mémoire les séquestrations opérées par l'État dans les prisons.

Nous refusons le mythe de l'illégalisme, à savoir que les actions illégales soient en soi révolutionnaires, puisqu'elles restent subordonnées aux choix du système judiciaire. Quant à ce qui est ou n'est pas légal, sans se poser le problème du dépassement révolutionnaire du système lui-même, ce mythe se révèle donc être intrinsèquement réformiste.

Les anarchistes fédérés réaffirment leur engagement dans les luttes sociales, dans le mouvement pour l'autogestion et, dans celui-ci, l'auto-organisation des travailleurs, reconnaissable par les pratiques d'action directe et sans délégation de pouvoir, d'organisation fédéraliste, de solidarité avec les luttes des exploités du monde entier, en somme les instruments pour une libération effective de l'humanité.

Communiqué de la Fédération anarchiste italienne

Assemblée plénière de la FAI, Carrare, 21 et 22 septembre 1996

(1) L'Argentine est traditionnellement une terre d'immigration pour les italiens. Lors du règne des différentes dictatures de ce pays, péronistes ou militaires, de nombreux « disparus » (*desaparecidos*) portaient encore la nationalité italienne. Des gens se sont donc organisés pour demander que le gouvernement organise officiellement des recherches.

## Vie et mort de la révolution cubaine

LA PUBLICATION en France du livre « Vie et mort de la Révolution cubaine » a provoqué un grand malaise chez ceux qui défendent encore le mythe de la « révolution castriste ». Tout d'abord parce que son auteur, le colonel de l'armée cubaine Daniel Alarcon Ramirez, dit « Benigno », est un des rares survivants de la guérilla du Che en Bolivie, et surtout parce qu'il condamne la dérive totalitaire de la révolution cubaine d'un point de vue révolutionnaire. Ce malaise est aggravé par le fait que les défenseurs de la dictature castriste savent bien qu'une appropriation par la Droite de ce témoignage est impossible, et que ses actuels détracteurs avaient profité de la parution (également en France) du premier livre de Benigno, sur son expérience dans la guérilla de Bolivie à côté du Che, pour entretenir le mythe guévariste qui leur sert de caution révolutionnaire.

Paysan de la Sierra Maestra, Benigno rejoint, à l'âge de 17 ans, la guérilla qui s'organisait dans cette région. Il participa aux côtés de Camilo Cienfuegos et du Che aux principales batailles de la guérilla contre l'armée de Batista jusqu'à sa victoire de la révolution et il assumait ensuite des responsabilités officielles dans le nouveau régime : tout d'abord chef de la police militaire à La Havane, puis chef du bataillon de sécurité de l'État-major, directeur des Écoles spéciales d'entraînement des militants révolutionnaires étrangers, directeur des prisons, etc.

Benigno a côtoyé tous les dirigeants castristes et a participé à la plupart des opérations « révolutionnaires » à l'étranger du gouvernement cubain, jusqu'à ce qu'il soit mis à la retraite et redevenne paysan, car peu à peu il avait cessé d'être un inconditionnel du Régime.

Benigno se posait beaucoup de questions, mais il s'est tu jusqu'à présent, car pour parler il fallait qu'il puisse quitter Cuba, avec sa famille.

Aujourd'hui, Benigno nous dit :

« Dans mon cas, il ne s'agit pas d'un changement brusque, d'un virage subit, car la manière dont je vois les choses actuellement avait commencé à se forger en 1968, quand je suis revenu de Bolivie, après la mort du Che et de presque tous nos compagnons. »

Depuis lors il ne cesse de se poser et de poser les mêmes questions : « Pourquoi Fidel nous a-t-il abandonné en Bolivie ? Quelles étaient ses véritables intentions ? » Mais aujourd'hui il est certain d'avoir trouvé des réponses :

« Fidel nous a abandonné et il a sacrifié le Che parce qu'il voulait consolider son propre mythe bolivarien, de leader anti-impérialiste en Amérique Latine, tout en obéissant aux ordres de l'Union soviétique qui ne voulait pas que les mouvements guérilleros prospèrent sur ce continent. »

(...) « Par vanité et pour se maintenir au pouvoir, Fidel a sacrifié le peuple cubain et a trahi les idéaux pour lesquels le Che et tous les révolutionnaires latino-américains ont lutté, et pour lesquels beaucoup sont morts dans le combat contre les oligarchies et l'impérialisme. Ce qui existe aujourd'hui à Cuba est très éloigné de ces idéaux qui ne donnaient place ni à la corruption ni à l'ambition personnelle... C'est pour cela que je reste sur le pied de guerre pour lutter pour la liberté de mon peuple, bien que ce soit avec d'autres armes que celles que j'ai utilisées dans le passé. »

(...) « Je ne regrette pas les efforts que j'ai fait pendant toutes ces années vécues au service d'une cause qui a été défigurée... Je n'ai pas renoncé et je ne renoncerai en aucune manière aux idées révolutionnaires pour lesquelles j'ai combattu. »

(...) « La seule chose que je regrette aujourd'hui est de ne pas avoir dit avant ce que je dis maintenant. Mais, sans vouloir me chercher des excuses, je me rappelle combien, ça a été difficile pour moi de sauter le pas... En vérité, ce qui me fait souffrir, c'est d'avoir été si inconscient, et aussi le fait d'avoir participé à l'écrasement du peuple cubain. »

La rupture de Benigno a eu un écho médiatique qui a provoqué la traditionnelle réaction des autorités cubaines et des inconditionnels du Régime : accusation d'être un traître à la Révolution, comme ils l'ont fait contre tous ceux qui ont osé dénoncer ce qui se passait à Cuba et qui ont dû, pour cela, s'exiler.

A quelle révolution peuvent-ils encore se référer après une quarantaine d'années de dictature de Fidel et de sa nomenclature, de la dolarisation de l'économie et de l'apparition d'une nouvelle caste de privilégiés qui se partage les richesses de l'île avec les investisseurs étrangers... Comme si, malgré le discours démagogique actuel, le pragmatisme cynique capitaliste et la corruption de la bureaucratie castriste n'étaient pas de jour en jour plus évidents...

Pour célébrer à notre manière la date anniversaire du début de la guérilla du Che en Bolivie, voici trente ans, nous organisons un débat au cours duquel nous ferons un bilan du guévarisme en Amérique latine. Nous recevrons dans notre émission de la Tribune latino-américaine, Jorge Masetti, qui appartient aux deux générations qui ont vécu le guévarisme militant, et Daniel Bensaïd, philosophe, pour faire ce bilan avec nous en direct sur *Radio Libertaire*, le samedi 2 novembre de 19h30 à 21 heures.

La Tribune latino-américaine

1 Vie et mort de la révolution cubaine, Ed. Fayard, Paris, 1996.  
2 Les survivants du Che, Ed. du Rocher, Monaco, 1995.  
3 Jorge Masetti, auteur du livre « La loi des corsaires. Itinéraire d'un enfant de la révolution cubaine », Ed. Stock, Paris, 1993.

## Terreur et anarchie

DEPUIS l'explosion de l'immeuble fédéral d'Oklahoma City en avril 1994, les médias nous ont submergé de contes terrifiants, essayant de nous convaincre tous que des terroristes, aussi bien de droite que de gauche, sont embusqués à chaque coin de rue, menaçant de mettre à bas l'« American way of life » dans le sang et le feu.

Mais ce que les médias ne nous disent pas, c'est que les plus de cent morts d'Oklahoma, la vingtaine de victimes de « Unabomber » et même les victimes du World Trade Center pâlissent en comparaison des millions qui sont tombés victimes de la terreur de l'État, de l'Église et du Capital, que ce soit pendant une guerre ou de la violence quotidienne du système. Avons-nous besoin de nous rappeler les plus de deux millions de vietnamiens liquidés par le gouvernement américain entre 1956 et 1975, ou les plus de 250 000 irakiens massacrés pendant l'opération « Boucherie du Désert » (*Operation Desert Slaughter*) ?

Et que dire de la terreur quotidienne qui sévit sous les noms de Loi, d'Ordre, de Business. Chaque jour, les travailleurs sont soumis à la terreur en acceptant des conditions de travail dangereuses pour la vie et aliénantes. Sous la menace de perdre de leur gagne-pain s'ils essaient de se plaindre ou de s'organiser. Des bandits armés (la police) rôdent dans nos rues attaquant, kidnappant et assassinant des citoyens avec une impunité de fait — exécutant des sans-abris, harcelant les jeunes, tuant les révolutionnaires.

La plupart des actes de la prétendue terreur dans les trente dernières années, à côtés de ceux perpétrés par les gouvernements, ont été commis par divers gangs de nationalistes, marxistes, chrétiens, islamistes, *mafiosi*, fascistes et autres. Néanmoins, les anarchistes sont accusés d'être des terroristes, et chaque acte de violence politique retombe sur les « anarchistes ».

(...) Beaucoup de l'agitation autour du terrorisme a pour but de discréditer toute opposition militante au *status quo*. Cela afin de garder dans l'orbite de l'État et du capital une dissidence qui émerge peut-être profondément.

Certains anarchistes ont eu recours à la violence dans la lutte pour leur idéal. Mais on doit prendre en compte que les objets de leur « terreur » ont été ou la propriété ou des individus qui étaient eux-mêmes responsables de la Terreur (rois, généraux, magistrats, capitalistes, ministres, policiers bestiaux, tueurs à gages) et non pas des citoyens ordinaires. Beaucoup de ces « terroristes » pensaient que tout autre moyen de protestation leur était fermé et, dans beaucoup de cas c'était vrai; d'autres croyaient que leur attentat allait être l'étincelle qui allumerait la révolution sociale. Alors qu'il existait des anarchistes qui croyaient que la « chimie » libérerait le peuple la plupart d'entre eux réalisèrent que la terreur ne pourrait ni allumer la révolution ni la conserver mais que seule l'auto-organisation de millions de travailleurs pouvait libérer la société. L'action armée fut reléguée dans le domaine plus approprié de l'auto-défense. Pour les anarchistes révolutionnaires la violence est inévitable parce que les « maîtres » ont montré qu'ils répondaient aux menaces contre à leur pouvoir par la violence. Il ne serait pas étonnant que les opprimés répondent à la violence de l'État et du patron par la violence. (...)

Les anarchistes ne sont pas des terroristes. Nous voulons la paix, l'égalité et la liberté pour l'humanité entière. La seule façon de mettre fin au terrorisme, c'est d'éliminer la source de toute terreur : l'État, l'Église et le Capital.

Libertarian Labor Review

# SEL : la goutte d'eau qui met le feu aux poudres

**D**ÉPUIS DÉJÀ QUELQUE temps, les S.E.L. (systèmes d'échange locaux) ont le vent en poupe. Chaque jour qui passe (ou presque) en voit naître un ici et là. La télé, les journaux... en parlent d'abondance. Et si ce n'est pas encore tout à fait à la mode, c'est parti pour en prendre le chemin. Mais de quoi s'agit-il exactement ?

## Le principe des SEL est simple.

Pour l'essentiel, il s'agit d'un bulletin mensuel, trimestriel ou épisodique qui sur deux colonnes, rassemble des offres et des demandes de biens et de service et qui se propose d'être le vecteur d'échanges sans argent. C'est ainsi que M. X va proposer de donner des cours de micro-informatique et demander du bois pour sa cheminée. Que M. Y va proposer ses bras pour faire du ménage et demander des cours de danse classique...

Grâce au bulletin que reçoit chaque adhérent du SEL M. X va donc pouvoir donner des cours de micro-informatique à M. Y, et voir son compte crédité de tant de grains de SEL (l'unité non « monétaire » de comptabilisation des échanges) tandis que, dans le même temps, M. Y verra son compte débité du même nombre de grains de SEL. De même, Mme Z qui va « donner » du bois de chauffage à M. X verra son compte crédité d'un certain nombre de grains de SEL dans le même temps où M. X verra le sien débité du même nombre de grains de SEL.

Comme on le voit le système des SEL permet de dépasser le stade des relations duelles et donc du troc qui prévalait antérieurement dans les réseaux d'échanges et de savoirs. Il met en œuvre des relations triangulaires (M. X engrangeant un certain nombre de grains de SEL en donnant des cours de micro-informatique à M. Y et les utilisant en tout ou partie en récupérant du bois chez Mme Z). Et, en clair, il se place sur le terrain de l'économie.

Mieux, en offrant la possibilité de réaliser des échanges économiques sans monnaie reconnue (les grains de SEL, les gouttes d'eau... ne sont pas convertibles en francs, en dollars, ni même en roubles), il se situe sur le terrain d'une économie alternative. Alternative à quoi, nous y reviendrons !

Quoi qu'il en soit, sur ces seules bases, il est aisé de comprendre l'intérêt « ethnologique » des mange-merde médiatic-toc pour ce qui relève pour eux de l'impensable, c'est-à-dire une économie sans « argent ». Et il est tout aussi aisé de comprendre que l'État hésite, ne sachant s'il convient de réprimer le SEL au motif de ce qui pourrait s'appeler du travail au noir ou de le taxer au motif que dans le système capitaliste tout échange de biens ou de services est taxable.

## Mettre en place des alternatives

Disons-le tout net, même si un certain nombre de SEL mettent en avant des préoccupations clairement caritatives qui ne seront jamais celles des révolutionnaires (permettre aux pauvres et aux exclus de garder le

contact avec le tortillard de plus en plus poussif de la consommation), le principe des S.E.L. a un côté éminemment sympathique. Celui qu'aura toujours ceux et celles qui essayent de faire quelque chose. Qui ne craignent pas de sortir du champ clos du discours pour se confronter au réel. Et qui osent mettre en place des alternatives.

Reste que, même quand ils échappent au goupillon caritatif, les SEL ne sont pas pour autant à prendre pour « argent comptant ».

A quoi bon, en effet, mettre en place une alternative économique au système capitaliste qui recopie ce système ? A quoi bon singer une monnaie (un grain de SEL étant généralement égal à un franc) dont on prétend se débarrasser ? A quoi bon s'aligner sur les valeurs et le système de valeurs du capitalisme (une heure de micro-informatique valant 300 F-grains de SEL et une heure de ménage valant 50 F-grains de SEL) ? A quoi bon cautionner de prétendus échanges entre des propriétaires de biens (acquis comment ?) et des gueux ne disposant que de leur force de travail ou de temps ? A quoi bon... ?

A l'évidence on ne voit pas vraiment en quoi ça change quelque chose au schmilblick.

Pour tout cela, et pour bien d'autres choses encore, le SEL Charente Maritime qui porte le joli (et non équivoque) nom de « La goutte d'eau qui met le feu aux poudres » a choisi la voie de la clarté et celle du possible dans la clarté.

Tout en refusant clairement le caritatif (pas question de gérer la misère qu'engendre le capitalisme), notre SEL entend, en effet, démontrer que

les alternatives n'ont de sens que si elles œuvrent à détruire le capitalisme et anticipent un monde nouveau de liberté, d'égalité, d'autogestion et d'entraide.

Dans notre SEL les échanges de service se feront donc sur la base de une heure de travail égale une heure de travail, avec impossibilité pour quiconque de dépasser un seuil de dettes ou de créances de vingt-cinq heures. Cela pour limiter au maximum un processus de thésaurisation ou d'endettement.

## Affirmer des valeurs égalitaires

Pour ce qui est des échanges de biens ou des échanges biens-services, nous avons fait le constat de notre incapacité à trouver au jour d'aujourd'hui une mesure de la valeur un brin universelle (comment en effet convertir un kilo de carottes en heures de travail étant entendu que certains producteurs de carottes vont avoir des tracteurs, d'autres des chevaux, d'autres... que certains vont travailler à plusieurs, tout seul... surfer sur des héritages, démarrer à poil dans la vie... ?). Et donc, si les échanges de biens et les échanges de biens-services vont figurer dans notre bulletin ils vont y figurer dans la rubrique troc sans possibilité aucune d'être comptabilisés en grains de SEL-gouttes d'eau. Charge aux deux parties prenantes de l'échange-troc de définir une valeur qui les satisfassent.

Est-il besoin de le préciser, le troc entre échanges de biens et échanges de biens-services ne constitue pas pour nous la panacée. Mais en attendant que la propriété des moyens de production et l'héritage de biens autres que ceux relevant du nécessaire aient été rayés de la carte, nous n'avons pas trouvé d'autre réponse susceptible de fonder entre

nous des relations les moins inégalitaires possible.

Comme on le voit, notre SEL, essaie de conjuguer l'affirmation de valeurs égalitaires au temps lourd de ce pauvre et insatisfaisant possible.

Cela étant, s'il se résumait à cela ce ne serait jamais qu'un système d'échanges économiques un peu moins pire que ce qui existe sur le marché officiel ou alternatif.

Aussi, parce que nous pensons que dans un système d'échange se voulant véritablement alternatif, il convient de dépasser le cadre de l'économie, nous avons instauré dans notre bulletin une rubrique « dons » que nous avons appelé « coups d'mains ».

Dans cette rubrique figurera donc des offres de biens et de services qui ne seront pas comptabilisés. Car offrir un sourire, un coup d'main, quelque chose, n'importe quoi, comme ça, sans demander de contrepartie... ça restera toujours le meilleur antidote à la peste échangiste (égalitaire ou inégalitaire) et au choléra économique.

Comme aurait pu le dire Bakouine, si la vie en société ne peut se passer d'échanges et de relations économiques, il serait vraiment dramatique et inhumain qu'elle se résume à cela. Comprenez qui voudra !

Jean-Marc RAYNAUD

N.B. On peut joindre le S.E.L. Charente Maritime aux adresses suivantes :

Antenne Ile d'Oléron : 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 St Georges d'Oléron

Antenne Ile de Ré : 12 bis, Clos de Philippsburg, 17410 St Martin de Ré

Antenne La Rochelle : 20, rue des Sports, 17170 St Jean de Liverays

On peut rencontrer l'antenne Oléron du S.E.L. Charente Maritime lors de la réunion publique qui aura lieu le 15 octobre 1996, à 20h30, salle Gambetta (entrée mairie côté place Gambetta) 17310 Saint-Pierre-d'Oléron.

## La grève fait relâche. Le spectacle continue

On vit enfin un reporter russe interviewer un malheureux grièvement blessé, après une prise d'otage. « J'ai une balle dans le ventre », gémissait l'homme. « Tu peux nous le redire ? » insistait le journaliste.

**L'**ampleur des grèves de décembre 1995 a obligé les experts du spectacle à poser un décor virtuel « à la mai 68 » pour faire jouer tout le monde à la sinistre comédie de la résignation exaltée. L'ensemble des maffiosos embrassèrent le mouvement pour l'étouffer d'illusions subversives et court-circuiter les velléités de révolte véritable. Ils imposèrent l'image d'un passé falsifié pour tuer le présent.

En effet, la sempiternelle référence à mai 68 n'est pas innocente. L'essentiel de cette splendide insurrection contre la marchandise et l'idéologie est systématiquement occulté : l'incommensurable plaisir de casser la fatalité du malheur. Les tenants de toutes sortes de pouvoirs - d'Artistes à Zozos en passant par journalistes - s'emploient à faire passer cet exemple de joyeux désespoir à l'œuvre pour une sorte de révolution culturelle à la française.

Mai 68 est mort, la vermine grouille sur son cadavre. Comme d'habitude elle rentabilise le malheur, et son livre de records.

Ainsi les grévistes qui, au mieux, dissimulaient leur rage derrière des revendications convenables, furent, dans le même temps, accusés de subversion parce qu'ils perturbaient l'hystérie consummatrice des fêtes de fin d'année ; et encensés parce qu'ils se dévouaient pour ceux qui n'osaient pas se mettre en grève. Le banal système « Dénier » qu'employèrent les non-grévistes pour se rendre sur le lieu de leur travail fut qualifié « d'ambiance ludique ». L'indifférence compatissante fut décrétée « conviviale ». Les « privilèges » de la soi-disant aristocratie ouvrière furent mis en concurrence avec la ci-devant anarchie. Le journal « Le Monde » du 7 décembre publia une allusive recette du cocktail molotov. Le responsable de la CFTC parla de « chienlit ». Pour coaguler cet infect rata, les nombreux commentateurs commentèrent ce mouvement comme s'il s'agissait d'une récréation, pendant qu'on nous informait que Chirac

effectuait un voyage à Baden-Baden, comme de Gaulle en 68.

Les maquereaux ont appliqué la tactique de la surtension émotionnelle pour mieux pouponner le côté existentiel, et donc impuissant de ce mouvement. Pour cela, ils ont lancé les imbéciles malheureux qui se distraient de n'importe quoi pour ne pas crever, dans les jambes de ceux qui n'acceptent pas d'être liquidés par l'ordre des choses, tout en s'illusionnant sur les choses de l'ordre (les acquis sociaux, par exemple).

Les massacres et les destructions ont les médias nous abreuvant chaque jour depuis longtemps, ont trouvé à leur application sociale : faire ressentir à tout le monde « le souffle du boulet », afin que chacun rentre chez soi, la représentation terminée, pour éviter les violences insupportables dont nous menaçent, en filigrane, les souteneurs étatiques.

Mais tout cela fut du décor, du « pipo ». L'attaque fut essentiellement dirigée contre le sous-entendu de ce mouvement : son ampleur inemployée, qui révéla un désir général latent de révolte, malgré les peurs et les culpabilisations dont nous assomons les écrans de l'aventure dans le confort.

Il n'y a pas besoin des « renseignements généraux » pour constater qu'en ce moment une espèce de sens animal de l'irréversible catastrophe que représente la folie productiviste - qui n'est pas l'imbécile « fin de l'histoire », mais tout bonnement la fin de la vie - pousse les derniers hommes à se regrouper pour défendre l'ultime : l'affirmation du goût et du dégoût dans ce « meilleur des mondes » où tout s'indiffère dans les égouts de la pseudo-communication.

La vieille fatalité productiviste condamnait à mort les rebelles maintenant la société du spectacle condamne les spectateurs la survie hallucinée. Cette bienveillance menace, ante nous assourdit de sa psalmodie : vous êtes morts, profitez-en ! « car certes jamais les conditions n'ont été partout si gravement révolutionnaires, mais il n'y a que les gouvernements qui le pensent » (Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle* - Éditions Gallimard)

Comité vaste programme

## A LA PETITE SEMAINE

### Violence

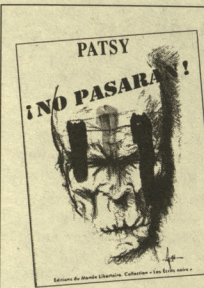
La caricature s'est attachée bien souvent à transformer les anarchistes en opposants systématiques et irréductibles à toute chose. « Contre tout ce qui est pour ; pour tout ce qui est contre », vous connaissez la chanson. Rien n'est évidemment plus faux. Au contraire, si l'on excepte une poignée d'excités que des commentateurs mal intentionnés s'acharnent à présenter comme les représentants officiels de notre mouvement, il se trouvera toujours des libertaires pour admettre le bien-fondé de certaines propositions, même gouvernementales.

Ainsi, par exemple, lorsque M. Juppé appelle à un consensus populaire contre la violence, cette invitation nous va droit au cœur, et beaucoup parmi nous regrettent même qu'elle semble se limiter à la seule région corse. Car la violence est partout, et pas toujours aussi spectaculaire qu'une pyrotechnie imprévue à la mairie de Bordeaux ou une intrusion policière à coups de haches et de matraques dans les refuges d'immigrés démunis.

Elle peut ainsi concerner dix enfants de Chinois sans papiers, âgés de six mois à treize ans, séparés de leurs parents pour passer une nuit entière dans le commissariat de police de Bobigny. Elle peut également viser les femmes enceintes à qui un certain Hervé Gaymard, apostolique secrétaire d'État à la Santé, mais surtout membre fondateur de l'Association des amis du professeur Jérôme Lejeune et de l'Opus Dei réunis, tente de refuser le dépistage de la trisomie 21. Elle peut encore s'abattre, de manière furtive, sur ses files de traîne-misère, le soir à Paris, au métro Nationale - tout un symbole ! - venus recevoir leur bol de soupe...

La liste est longue de ces violences insupportables, et le premier ministre sera sans nul doute sensible à cet élan citoyen qui nous amène à lui en signaler quelques-unes. A moins qu'il ne les approuve. Qu'il fasse alors bien attention, car vient toujours le moment où contre les violents tourne la violence.

Floréal



**I NO PASARAN !**

Le passage de relais (dans la lutte contre le fascisme) entre un vieux libertaire espagnol exilé et un jeune punk libertaire constitue la trame de ce roman policier à nul autre pareil tant du point de vue du style (échevelé) que du rythme (endiable) des mots et des phrases. Tout un symbole qui ne pouvait qu'aller droit au cœur d'une petite bougie comme Bonaventure qui s'obstine elle aussi à lutter contre l'obscurité!

Ce livre de 80 pages paraîtra en novembre 1996 et sera vendu 20 F au profit de l'école libertaire Bonaventure.

Aussi, si vous aimez les polars qui décoiffent et si vous souhaitez soutenir financièrement une petite école libertaire laïque et gratuite qui depuis maintenant trois ans et demi s'efforce sans subvention aucune d'apprendre à lire, écrire, compter... à une dizaine d'enfants en les éduquant à et par la liberté, l'égalité, l'autogestion, la citoyenneté, l'entraide... vous pouvez d'ores et déjà commander ce livre.

Envoyez vos nom et adresse ainsi qu'un chèque (20 F pour un exemplaire, 80 F pour 5, 140 F pour 10) à l'ordre de Bonaventure à : BONAVENTURE, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron.



**exposition**

**ELHO, dessinateur caricaturiste s'expose à la librairie du Monde libertaire jusqu'au 24 octobre. ELHO sera présent mardi 22 octobre à 18 h 30.**

**Tchernobyl : paroles fortes contre les mensonges**

Dix ans après l'explosion du réacteur n° 4 dans le complexe de Tchernobyl, la revue Agone a réuni quelques fines plumes qui pourfendent, dans un style des plus enlevés, la propagande éhontée des sectateurs de l'atome.

« La démente nucléaire n'est que l'aboutissement logique de l'aberration théorique-pratique d'une économie basée sur la dépossession des hommes ravalés au rang de sujets économiques... On sait bien à quelle vitesse nos journalistes, si prompts à vitupérer de lointains coupables, retrouvent leur naturelle obséquiosité sitôt que le discrédit menace les figures du pouvoir qu'ils servent tous en rang, à quelques détails près... » Thierry Discepolo souligne parfaitement, « en manière d'éditorial » la corrélation entre le totalitarisme qui règne autour de la politique énergétique et la veule soumission d'un « quatrième pouvoir », généralement à la solde et à la botte des exécutifs, du moins dans l'Hexagone.

Henri-Frédéric Blanc voit dans les médias « le mutisme organisé de la population ». Un chiffre relevé dans le sinistre bilan dressé par Pam Skelton : « on estime que la catastrophe de Tchernobyl a émis l'équivalent de 200 fois la somme des radiations envoyées sur Hiroshima et Nagasaki... » La même, abordant l'horreur vécue sur place par les 600 000 liquidateurs (d'autres sources évaluent à 800 000 le nombre total des intervenants sur le site contaminé!), considère que l'accident survenu le 26 avril 1986 « a donné lieu à une réécriture de l'histoire et à une occultation habile d'informations vitales pour les gens par les gouvernements de l'Est comme de l'Ouest... ». Pour Jehan Pyrr, il s'avère même « idéologiquement rentable et s'inclut parfaitement dans un marché fructueux entre la vie et la mort ». Dans une plaisante fiction intitulée « La chute de l'empire électrique », Henri-Frédéric Blanc, déjà cité, place dans la bouche d'un de ses personnages, Régis de Féran, une phrase essentielle : « Un réacteur nucléaire c'est un outrage permanent à la nature féminine, à la féminité de la nature... ». D'autres textes de Sophie Khan, Lothar Baier, Pierre Deshusses, d'Oncle Bernard (« Le nuage », superbement poétique)... complètent cet indispensable recueil. Une approche absolument inédite non seulement de « la question nucléaire », mais aussi de la notion même de « progrès » à l'aube du 3e millénaire.

René Hamm

\* Tchernobyl. Banquet d'anniversaire. Numéro 15 de la revue, Agone (Marseille) co-édité avec Titanic (Eguilles), Mars 1996. 171 pages, 85 F.

**RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz**

samedi 19 à 11 h 30 :

Chroniques syndicales reçoit Alain Bihr et Roland Pfafferkorn à propos du livre : « Hommes, femmes, l'introuvable égalité ». A 12 h 30 : point vue la grève du 17.

**LECTURE**

**Le guide du prisonnier**

LES EDITIONS de l'Atelier, en coédition avec l'Observatoire international des prisons, vient de publier « Le Guide du prisonnier », dont les principaux collaborateurs sont Jean-Claude Bouvier - Secrétaire général du Syndicat de la magistrature, Eric Plouvier - avocat au Barreau de Paris, et Patrick Marest - délégué de la section française de l'Observatoire international des prisons (OIP).

L'OIP existe depuis 1990 et fonde son militantisme sur l'exercice du droit à la dignité des personnes détenues. L'OIP est une organisation non gouvernementale qui réunit des personnes soucieuses du respect des droits de l'homme détenu. Elle invite les citoyens d'une agglomération à se soucier de la façon dont sont maintenus enfermés des hommes et des femmes, au nom de la collectivité, dans la prison qui est leur proche.

Cet ouvrage est conçu comme un guide pratique des droits en prison. Il s'adresse à un très large public, qui va du détenu à la famille et à tous les intervenants qui travaillent autour et à l'intérieur de la prison. A chaque question posée, il est répondu par un article du code de procédure pénale. Divers encadrés intègrent des témoignages, des extraits d'articles de presse, etc. Ces 550 questions sont d'ordre pragmatique et abordent tous les thèmes de l'entrée en prison jusqu'à la sortie. En passant, bien sûr, par la « vie au quotidien en prison ».

Cela doit devenir un livre de référence. Il devrait faire partie des bibliothèques des 183 prisons françaises. Même pour ceux qui connaissent bien l'univers carcéral, il y a beaucoup de choses à apprendre. Quelques exemples : dans un arrêt du 17 février 1995, « l'arrêt Marie », le Conseil d'État a estimé qu'en raison de sa « nature » et de sa « gravité », une punition de cellule - le mitard - ne peut être considérée, comme « mesure d'ordre intérieur » et peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir. Donc, aujourd'hui, chaque détenu peut faire appel de cette décision. Ce n'est de voter qui importe, mais en avoir le droit...

Nous découvrons aussi qu'il est possible et même recommandé au futur détenu de réclamer un tribunal, lors de sa

condamnation, qu'elle ne figure pas au bulletin n° 2, - celui destiné aux administrations - du casier judiciaire. Il est aussi possible, aujourd'hui, que le détenu garde ses droits civiques et donc son droit de vote, si au jugement il n'en a pas été nommé dessaisi par le tribunal.

Il y a aussi tout un chapitre sur les recours que les détenus peuvent exiger pour « faire respecter leurs droits ». Même si nous savons que la prison est un lieu de non-droit et d'arbitraire, par la connaissance de ses possibilités, le prisonnier, secondé par son avocat, pourra peut-être arriver à les faire respecter. Il sera nécessaire que l'avocat s'engage un peu plus après la condamnation du détenu. L'accompagnement devrait s'effectuer jusqu'à la sortie de la prison, pour que le détenu voie ses droits en prison davantage respectés.

Le chapitre de la sortie de prison est aussi très important, car sont énumérées toutes les possibilités de non-incarcération et, surtout, les alternatives ou les aménagements de peines, afin que peu à peu la prison se déconstruise.

Le ministre de la Justice s'est engagé à ne pas faire d'obstruction pour l'entrée du « Guide du prisonnier » dans les établissements. Mais tout détenu qui veut se procurer un livre est obligé d'adresser une demande au directeur, qui est le seul à donner son autorisation. Donc l'OIP demande à chaque détenu qui verra sa demande rejetée de le prévenir immédiatement. Des poursuites seront alors engagées avec un groupe d'avocats.

Le « Guide du prisonnier » est un outil important. Il manquait à la panoplie de la lutte anti-carcérale. Il ne remplace ni les associations, ni les groupes qui militent sur le terrain. Il leur fournit simplement l'information et l'outil juridique pour mener à bien ce combat. Ne nous trompons pas sur son importance et son utilité. A long terme, il est destiné à sa propre disparition. Quiconque réfléchit a compris qu'il s'avère être le maillon indispensable à la longue chaîne entraînant l'abolition de la prison.

Ras-Les-Murs.

En vente à la Librairie du Monde libertaire

**TELE DE QUAT'SOUS**

**Un bar comme un musée en musique, un nouveau lieu.**

« A la Goutte rouge de la Goutte d'or le samedi 26 octobre 1996 à partir de 14 heures jusqu'à minuit

The Captain et les Hommes du monde ouvrent le musée Babarama

Avis aux sans couleurs

Youri cloue ses toiles avec Gary d'Haïti Bataillon s'orientale, un unique David Les aéromobiles de Bob Shigéo.

Pour une projection artificielle, des bulles et des étincelles.

Au son des Laads, de Franco et du petit Zanzibar Astier l'Atila de la chanson française et des schnitzeurs

En conteur de comptoir venez raconter une histoire

Il y aura là un auditoire pour du living theater's en musique improvisée

Qu'on se le dise et qu'on se marre

Avec Télé Bocal en simultané du vingtième pour un bonjour au dix-huitième téléprojeté. »

Patrice Manosk pour les Hommes du Monde.

Tout est né d'une rencontre : celle de Captain Momo, le patron du café, et des Hommes du Monde. Encore une histoire d'art et de quartier. Un désir : créer un espace de joie, un espace vivant, un espace de communication. Un impératif, respecter les habitudes des clients. Il ne s'agit pas d'investir un lieu pour s'y livrer à des manifestations artistiques diverses, mais d'intégrer l'art au lieu. A une table, on joue aux cartes, à l'autre, on fait de la musique. On se parle, on cherche à se connaître, à se comprendre. Derrière le comptoir, Phil met la dernière main à sa création : une mosaïque de miroiterie. Réalisée avec des matériaux de récupération, elle recouvrira les murs du petit café. On installe une toile abstraite, au bas de laquelle s'inscrit un poème. Des masques, des modèles, des tableaux en relief forment ce musée de Babarama qu'est devenu la Goutte rouge de

la Goutte d'or. Mais qui est Babarama? Allez vite découvrir les traces que cet être mystérieux et tentaculaire laisse sur les murs d'un petit café de quartier.

A la Grange aux Belles, le jeudi 17 octobre de 18 heures à 21 h 30, l'association Vinaigre fête la sortie du second recueil du journal intime collectif. Il y a deux ans, Vinaigre tentait une expérience originale : « une œuvre collective constituée de points de vue intimes. Au fil des mois, des personnes d'horizon différent se sont réunies autour de contraintes simples pour décrire des scènes de la vie quotidienne observées dans des lieux publics, rues, cafés, gares, métro, cinémas. La règle du jeu principale : ne pas utiliser le pronom je tout en restant au plus près d'une émotion ressentie par l'observateur. Le résultat donne un recueil de textes classés chronologiquement qui dessine Paris et ses habitants au travers de saynètes urbaines grandes ou petites que vous n'avez pas lues dans les journaux, pas vues à la télé, et pas entendues à la radio. »

Aujourd'hui, Vinaigre lance simultanément une nouvelle expérience : Les participants choisissent une des saynètes du recueil du « journal intime collectif ». Ils doivent réaliser un film de trois minutes « tourné monté » en super huit. La règle du jeu est simple : vous ne pouvez en aucun cas monter votre film Ni coupe, ni ajout, ni changement dans l'ordre des plans. Tout doit être réalisé du premier coup. Essayez, ce n'est pas si facile que ça. Les premières saynètes tournées par les courageux qui se sont jetés à l'eau seront présentées lors du vernissage.

Michèle Rollin

La Goutte rouge de la Goutte d'or : 19, rue Polonceau, Paris 18e, métro Barbès. Entrée libre, Bière 10 francs.

La Grange aux Belles : 37, rue de la Grange-aux-Belles, Paris XXe, Métro Colonel-Fabien Pour tout contact avec l'association Vinaigre : tél. : 45 38 56 83

# Traitement policier pour malades étrangers

**A**CT UP-PARIS récuse l'idée selon laquelle l'avant-projet de loi sur l'immigration présenté par M. Debré le 9 octobre 1996 serait un « compromis (...) entre la fermeté à l'encontre de l'immigration clandestine et le respect des droits individuels », assuré par un savant dosage de régulation et de répression.

D'une part, les régularisations prévues sont partielles et sélectives. Elles relèvent de ce que l'État français a toujours pratiqué à l'égard des populations étrangères; un tri. Ces régularisations, loin de rompre avec la logique de l'examen « au cas par cas » de dossiers individuels, ne font que l'officialiser.

Ce tri maintient notamment la répression subie par les malades atteints

de pathologies graves, pour lesquels l'avant-projet de loi ne prévoit rien; ni leur inexpulsabilité ni leur régularisation, ni l'élargissement de leurs droits sociaux, alors que ces trois éléments constituent le préalable nécessaire à toute démarche thérapeutique.

D'autre part, en s'efforçant de « rendre plus efficace le dispositif d'éloignement des étrangers en situation irrégulière », en accélérant les procédures et en restreignant les voies de recours, cet avant-projet augmente les risques de bavures.

On expulsera davantage les personnes malades vers des pays où elles ne pourront pas être soignées, faute de traitements accessibles et de structures sanitaires adaptées, sans qu'elles puissent faire valoir leur état de santé.

Au-delà, renforcer « la fermeté à l'égard de l'immigration clandestine » équivaut en vérité à aggraver et la précarité sociale et sanitaire de l'étranger sans papiers.

Un individu quotidiennement menacé d'expulsion est un individu pour qui des lieux banals et vitaux, comme le métro, une école ou un hôpital deviennent des lieux dangereux, puisqu'ils l'exposent à un contrôle d'identité, voire à une dénonciation.

Cet avant-projet de loi éloigne donc encore un peu plus des étrangers sans titre de séjour des dispositifs de soin et des messages de prévention.

Act Up-Paris réclame le retrait de cet avant-projet de loi et la refonte complète de la politique française en matière d'immigration, aujourd'hui incompatible avec une véritable politique de lutte contre le sida.

Dans l'attente, Act Up-Paris exige que les étrangers atteints de pathologies graves soient déclarés inexpulsables et qu'un titre de séjour stable, assorti d'une autorisation de travail et de droits sociaux leur soit délivré.

Act Up-Paris

## Mais où sont les censeurs d'antan ?

La vieille censure nous frustrait, dégoûtait, décourageait, enflammait de colère et, parfois, nous détournait des voies de la création et de l'expression, au moins bénéficiant-nous à l'occasion de quelques soutiens; il se trouvait toujours quelques personnes sympathiques pour râler avec nous et pour nous encourager à persister en dépit de nos blessures.

Les choses ont bien changé! Instruits des limites de leur actes par de nombreux scandales et des mobilisations médiatiques à faire pâlir de jalousie les plus vendeuses de nos étoiles, les nouveaux censeurs - qui ne se sentent plus assez forts pour user des méthodes traditionnelles tant ils veulent se faire reconduire dans leurs fonctions électives ou administratives - n'interdisent plus que rarement, hésitent à saisir hardiment et à pilonner; maintenant, ils préfèrent étouffer les artistes en amont, en leur coupant la bourse - ce qui relève d'une démarche que je n'hésiterais pas à qualifier d'hilarante si elle n'était pas aussi cruelle. Si tu n'es pas le « bon faiseur », tu vois disparaître les aides, subventions et autres apports financiers qui te permettaient jusqu'à naguère de diffuser tes créations. Le mécénat se faisant rare, tu restes avec ton œuvre sur les bras, si tu parviens à la produire. Il ne te restes plus qu'à te tourner vers les négriers du « compte d'auteur » ou vers l'auto-édition, avec ses petites sœurs « sur-stockage » et « sous-diffusion ».

Si quelque inconscient prend le risque de t'éditer en dépit de ta mauvaise réputation, il voit bientôt ses actions cotées à la baisse sur le grand marché du financement de la communication. Encore aurez-vous bien de la chance, toi et lui, si des procéduriers ne se mettent pas en tête de vous foutre sur la paille en quelques audiences fallacieusement justifiées.

Ah! que les temps sont durs pour les censurés, aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain.

L'atèle  
12 octobre 1996

## Quand la gauche a le pouvoir...

**L**UNDI vers 21 h 30, la police a cerné les résidents du foyer Nouvelle-France, qui dormaient sur la place de la mairie, pour les expulser. La charge a été brutale: 6 blessés dont 2 résidents, malgré le calme des Africains et de leurs soutiens.

Les résidents de l'ex-foyer Nouvelle-France connaissent bien cette place: ils y ont dormi du 4 au 7 juillet après avoir été expulsés de leur foyer, ils y ont dormi du 5 au 6 septembre parce qu'ils devaient quitter les locaux des deux associations qui avaient accepté de les accueillir durant l'été, ils y ont dormi du 7 au 9 septembre après avoir été expulsés des locaux vides qu'ils occupaient la veille.

Cela fait maintenant seize ans qu'ils attendent la reconstruction de leur ancien foyer comme promis par la mairie et la préfecture en 1980. En 1994, le

maire de Montreuil, J.P. Brard, a décidé de les reloger dans des conditions inacceptables (petites chambres à plusieurs, sans équipement collectif, dispersés dans de petites unités, loyer exorbitant, nombre de places insuffisant). Devant le refus des résidents, le maire n'a tenu qu'un seul langage, l'expulsion. Destruction de deux baraquements en 1995. Les résidents ont maintenu leur position. Expulsion et destruction immédiate de leur foyer le 4 juillet 96: aucun résident n'a accepté de monter dans les cars prévus pour rejoindre les sites.

Ce sont des travailleurs montreuillois de longue date qui ont ainsi été mis à la rue. Ils se sont d'abord réfugiés à la Bourse du travail. Le maire a ordonné l'évacuation dès le lendemain, verrouillé les sanitaires et installé des vigiles avec chiens. Deux associations ont accepté de les accueillir pour l'été. Malgré de

nombreuses démarches auprès de la mairie et de la préfecture, la situation était toujours bloquée à la rentrée.

A nouveau réduits à dormir dehors, les résidents ont décidé d'occuper un des multiples locaux vides depuis des années appartenant à la mairie. Le maire a demandé leur évacuation dès le lendemain. Jean-Pierre Brard ne supporte vraiment pas les travailleurs africains, il n'a pas supporté non plus de les voir dormir sur la place et les a fait évacuer par la force lundi soir.

Comité des résidents du foyer  
Nouvelle-France  
Comité de soutien  
le 11 septembre 1996

NDLR: Jean-Pierre Brard - élu communiste et démissionnaire il y a peu du PCF - est le président du CAP (Convergence pour une alternative progressiste).

### Bilan souscription minibus

Ca y est! A l'occasion de la rentrée de septembre 1996 les petit(e) s citoyen (ne) s de la république éducative libertaire qu'est Bonaventure ont éterné, grâce à votre solidarité, le minibus dont ils avaient grand besoin pour leur déplacements.

C'est un Trafic Renault diesel en excellent état avec neuf places assises et seulement cent et quelques mille kilomètres au compteur. Nous l'avons acheté 25 000 F et c'est peu dire que sans votre solidarité nous n'aurions jamais pu l'acquérir. Merci à vous, donc, pour ce formidable cadeau qui donne tout son sens à l'idéal libertaire et à l'entraide qui en est l'âme!

Ci joint un petit bilan de la souscription. Negrell: 500 F; Gagne: 220 F; Nancy: 100 F; Rosell N.: 500 F; Ferré-Liberté: 75 F; Fournier: 150 F; Schiller: 500 F; Bondar: 400 F; Gagne: 150 F; Bouchet: 400 F; Martinez: 100 F; Bertrand CP: 400 F; Bellaton: 150 F; Serra: 200 F; Armora: 200 F; Neraud: 150 F; Palcy: 500 F; Rival: 100 F; Allemand: 300 F; Gregoire: 200 F; Guenver: 2000 F; Vaire: 300 F; Bellaton: 100 F; Les Ginestes: 5000 F; Boulou: 200 F; Jouve: 50 F; Boluda: 200 F; Fournier: 80 F; Martinez: 100 F; Chardel: 2000 F; Los Gamine: 200 F; Beissel: 1000 F; Groupe libertaire Bologne: 1055 F; Abassof: 500 F; Fournier: 1200 F; Real: 140 F

Total: 18345 F

Merci! Plein de gros bisous à tous et à toutes.

Les petits et grands de Bonaventure

### Des rencontres fructueuses

Cuers, samedi 5 octobre, près de 50 personnes ont répondu à l'invitation du groupe FA « Nada » et du collectif libertaire « La Commune » pour des rencontres libertaires désormais coutumières dans le Var.

Entre la poire et le fromage, les varois, Niçois et Bas-alpins ont pu échanger leurs expériences et élaborer des projets communs. Ainsi un compagnon de Castellane a exposé un projet de ferme communautaire autogérée comme il s'en fait déjà en Andalousie, avec « Los Arenalejos » (1). Nos camarades de la FA de Nice ont évoqué la situation sur leur département. Et les varois de souhaiter une action commune le 11 novembre, sur le thème « le nationalisme tue! », soit à Toulon, soit à Draguignan. Une action qui prendrait l'aspect d'une conférence de la projection d'un film et d'un concert. Retenez donc cette date!

CN. - groupe Nada. Toulon

(1) Renseignements: Ferme du Haut-Chaudoul, 04330 Blicux

## A G E N D A

### jeudi 17 octobre

**SEYNE SUR MER:** Le groupe de la Fédération anarchiste et le collectif libertaire « La Commune » invitent Serge Quadruppani à propos de son livre « Saigne sur mer » (Le poule) qui traite des affaires politico-maffieuses de La Seyne. A 20 heures, Grande salle du centre culturel, 11, rue Jacques Laurent (près de l'église).

### vendredi 18 octobre

**LILLE:** L'émission « La voix sans maître » sur Radio Campus à désormais lieu de 20 à 21 heures chaque vendredi. Au programme ce soir: la chronique du syndicat CNT de l'EPSM d'Armentières; le congé parental; Paul Robin, théoricien de l'éducation libertaire..

### samedi 19 octobre

**SAINT-CALAIS:** L'ACL, les amis de la culture libertaire de la région, se réunissent à 15 heures au Fontenoy, 2, rue Amédée Savidan. Le thème de la discussion sera **Ordre moral et néocléricalisme**.

**CHELLES:** Le groupe Sacco & Vanzetti organise une réunion-débat en son local, 1 bis rue Emilie à 20h30 sur le **partage du travail et des richesses, avec Jacky Toublat**.

**PARIS:** L'union locale des syndicats CNT-AIT des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> arrondissements organise une **projection du film La ballade des sans-papiers** au 33, rue des Vignoles à 19 heures. Il s'ensuivra un débat sur le travail clandestin avec des représentants des sans-papiers.

**PARIS:** Objets, fringues, livres, meubles, rhinocéros empaillés à l'Ecole Vitruve - 3, 5, 7, passage Josseume, 75020 - qui organise comme chaque année une braderie afin d'assurer le financement des classes vertes.

**ROUEN:** Le groupe de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur l'**actualité de l'antimilitarisme** à 14h30 à la salle Lambert au centre commercial Saint-Sever.

### samedi 26 octobre

**LILLE:** La CNT-AIT organise un **repas à partir de 20 heures** au centre social « Mosaïque », 95 rue du Long Pot (Fives). La participation est de 45 F. Réservation indispensable avant le 12 octobre (chèque à l'ordre de l'UL CNT-AIT; préciser si végétarien). CNT-AIT: 1-2 rue Denis du Péage, 59800 Lille.



## Contre la casse du service public

**L**ES SERVICES PUBLICS sont menacés de toutes parts... Le mouvement social de novembre et décembre 1995 n'a pas servi de leçon au gouvernement. Un an est passé et les attaques contre le service public ne se sont pas calmées, bien au contraire!

Citons en vrac :

- au moins 7 000 suppressions de postes pour 1997 (dont 2 300 dans l'Éducation nationale),

- une précarisation de outrance par l'emploi de milliers de CES (contrats emploi solidarité payés 2 500 F par mois), contrats à durée déterminée (temporaires, vacataires...),

- privatisation de France Télécom (entrée en Bourse prévue dans six mois),

- déréglementation à EDF-GDF (et projet de libéralisation de 30 % du marché de l'électricité),

- remise en cause du statut des cheminots à travers la casse de l'unité de l'entreprise, la filialisation de diverses activités (et 4 500 suppressions de postes à la SNCF en 1996),

- restructuration de La Poste (création de centres de tri privés, mise en concurrence des services postaux sur le marché signifiant la fermeture de bureaux de poste « non rentables »...),

- restructuration de l'enseignement professionnel mis sous la coupe du patronat (par le biais des conseils régionaux essentiellement).

Dans tous les domaines du service public, le critère de l'unité sociale s'efface derrière celui de la rentabilité et des économies budgétaires...

### Pourquoi un tel acharnement de l'État contre les services publics ?

Durant des années, toutes les infrastructures comme celles du transport, de la recherche, de la santé, de l'école, des télécommunications, etc. ont été nécessaires à la bourgeoisie dans sa course aux profits (en assurant le développement des marchés intérieurs et de l'industrie). Par conséquent, les capitalistes laissaient à l'État le soin de s'en occuper.

Aujourd'hui, la mondialisation des investissements et flux de capitaux sont, de fait, contraires à l'existence de structures « figées » et « stables ».

Les patrons veulent du « flexible », de « l'adaptabilité rapidement » dans tous les secteurs de la société. Ils veulent surtout du « corvéable à merci »...

Que ce soit pour les télécommunications, pour l'électricité ou pour

les transports, des « compagnies nationales » ne les intéressent plus; quant à la Sécurité sociale, son « étatisation » récente n'est qu'une étape pour, premièrement, la réduire à une peau de chagrin et, deuxièmement, lancer les fonds de pension privés (un récent projet de loi va dans ce sens). Bref, les activités publiques, pour la bourgeoisie, doivent être capitalisées sur les marchés financiers car tout le capital est lui-même mondialisé!... Ainsi, l'État se charge (et ce n'est donc pas un problème lié à un gouvernement en particulier) de faire entrer les services publics dans le secteur concurrentiel, d'œuvrer à leur démantèlement.

### Quelles ripostes ?

Les salariés des services publics ont déjà eu l'occasion de montrer leur combativité. Le mouvement de novembre et décembre 1995 en est une preuve. Pourtant si nous ne voulons pas connaître une nouvelle vague de découragement et de résignation (comme pendant les années quatre-vingt), il nous faut agir vite, pour donner un sens et des perspectives politiques aux mouvements de révolte et de résistance qui voient le jour dans le public mais aussi dans le privé (voir par exemple la grève des salariés de la BAP à Dijon). (1).

Se donner des perspectives, c'est aussi, à notre sens, en finir avec cette idée selon laquelle le contrôle des services publics par l'État serait une garantie de « l'égalité de traitement entre les citoyens ».

L'État a toujours été l'outil d'une classe dominante et n'a jamais agi dans le sens de l'égalité sociale! Même au sein de l'école publique, il a structuré les filières sur le principe « méritocratique » et créé des écoles publiques « de pauvres » et des écoles publiques « pour les riches, l'élite de la Nation » comme les politicards de gauche ou de droite le disent si bien! Un autre exemple dans le domaine de la distribution de l'énergie : les patrons ont toujours été favorisés au niveau tarifaire, la note étant toujours plus lourde pour les travailleurs-consommateurs. On pourrait encore multiplier ces exemples presque à l'infini! Dès lors, ceux qui espèrent dans un gouvernement « de gauche » feraient bien de rassembler leurs souvenirs : qui a créé les TUC (travaux d'utilité collective, ancêtres des CES)? Cassé la sidérurgie lorraine? Accordé de l'argent public à l'école privée (accord Lang-Couplet)?

Projeté la privatisation de France Télécom?

La gauche s'est aplatie devant les impératifs de l'économie de marché. Elle reste et restera partisane d'un libéralisme bourgeois! Ceux qui croient encore que les lois d'État permettraient une amélioration de nos conditions de vie et de travail peuvent attendre longtemps. Alors que le « droit au travail » est inscrit dans la Constitution, il y a, dans la réalité, plus de cinq millions de chômeurs en France!

### Poser les jalons d'une révolution sociale et libertaire!

Si aujourd'hui, il est indispensable de défendre des acquis, il faut lancer le débat et une vaste réflexion collective sur la façon dont cette société hiérarchique et autoritaire doit être combattue, quel projet sociétarien nous pouvons lui opposer!

Pour notre part :

- nous refusons la privatisation et l'étatisation des services publics qui ne valent pas mieux

l'une que l'autre,

- nous revendiquons la gratuité pour rompre avec la logique marchande et pour garantir d'emblée une réelle égalité économique et sociale entre les individus,

- il nous semble intéressant de partir justement de la défense du service public pour avancer l'idée de son extension à d'autres sphères de l'activité sociale et économique comme le logement et l'alimentation (qui oserait dire que ce ne sont pas des besoins fondamentaux à toutes et tous?),

- nous revendiquons la réappropriation collective des moyens de production et de distribution, l'autogestion. Notre projet véhicule l'idée de l'autogestion généralisée de la société. Lancer aujourd'hui des luttes de ruptures,

de caractère autogestionnaire, pourrait se concrétiser par des revendications en faveur de la création de « conseils des services publics », composés de délégués élus et révocables par les salariés, afin d'agir dès maintenant à la fois contre les privatisations et contre l'État.

### Grèves générales, auto-organisation!

Pour en arriver là, il faut que se généralise une critique radicale de cette société et des pratiques de démocratie directe.

Ainsi, nous ne devons pas nous limiter à des grèves « sectorielles » mais agir pour renforcer les liens entre les secteurs du privé et du public, entre les salariés toutes « catégories » confondues, entre les précaires, les chômeurs et les « actifs ».

C'est pourquoi nous regrettons que ces journées de grève ne soient pas organisées pour susciter des rencontres entre salariés de différents secteurs, échanger des expériences

(les assemblées générales restant complètement cloisonnées par entreprises et branches).

Faire converger des luttes, c'est :

- hâter les recompositions syndicales pour en finir avec les bureaucraties des grandes centrales,

- développer des comités de grèves et des assemblées interprofessionnelles,

- faire circuler l'information sur les initiatives ici et là (alors que les infos sont « squizzées » par les médias et les permanents syndicaux!),

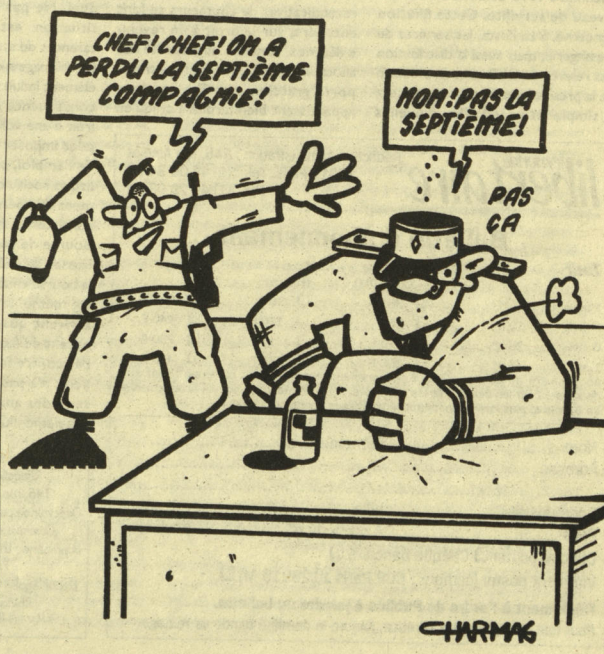
- pratiquer des solidarités actives en soutien aux salariés en lutte!

En définitive, et parce qu'il n'y aura pas de « réforme » possible de ce système étatique et capitaliste, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour agir, penser un ou des projets de société, définir leurs revendications et orienter leurs luttes!

Groupe Kronstadt  
le 10 octobre 1996

(1) Le Monde libertaire du 3 octobre 1996

### RÉDUCTION DES EFFECTIFS MILITAIRES



tous ensemble...

# Puzzle à la Poste

**A** LA POSTE et à France Télécom, on constate la multiplication de nombreux conflits de service, grèves, arrêts de service et délégations de masse, pétitions. Ces conflits portent, la plupart du temps, sur les conditions de travail. En effet, la pression sur les agents augmente, le nombre d'emplois supprimés ne cesse d'augmenter et les remplacements sont toujours en nombre insignifiant. Ces problèmes sont dus à l'instauration d'objectifs commerciaux de plus en plus stricts et chiffrés et à une volonté de réduire les effectifs tout en réalisant des tâches supplémentaires. Le prétexte invoqué est une réorganisation des services et une redistribution des tâches et c'est à cette occasion, entre autres, que sont justifiées les réductions d'effectifs dans les centres où des tâches sont supprimées. Quant aux centres qui en reçoivent de nouvelles ne voient pas leurs effectifs croître. Les objectifs commerciaux pour les centres se déclinent bien sûr en objectifs pour les agents. Cette situation a été facilitée par le changement du statut des agents et l'introduction d'une notation sur ces objectifs de plus en plus pesante dans la rémunération, avec l'introduction de parts variables dans cette dernière.

## La pression du libéralisme

Un autre moyen développé par ces deux entreprises est le découpage de sa « clientèle » en secteurs professionnels, avec des contrats et des services différenciés. Les secteurs les plus rentables sont renvoyés vers des filiales au nom de la lutte contre la concurrence. Dans ces filiales, dont certaines sont définies comme continuité de service, les critères induits d'embauche sont la non-participation aux grèves de décembre 1995 et donc un certain niveau de servilité. Cette filiation concerne, à La Poste, les services de messagerie, mais aussi la distribution des relevés de CCP, et la distribution de la presse, bientôt cela concernera la simple lettre, en effet Bruxelles

étudie la possibilité de la soumettre elle aussi à la concurrence!

Il ne restera bientôt plus aucun service public dans le domaine des grands réseaux de communication.

C'est une façon d'organiser la privatisation rampante de La Poste, tout en cassant les centres de tri, lieux habituels de la contestation et moteurs des grands conflits au sein de La Poste.

Les emplois dans les nouveaux centres comme les nouveaux recrutements dans les centres habituels sont quasi exclusivement des emplois de contractuels avec une forte proportion de contrats précaires, contrats à durée déterminée ou contrats à durée indéterminée intermittents. Avec l'objectif de multiplier les statuts des agents et d'essayer de casser des actions de groupe, les agents les plus précaires ont en effet plus de difficultés à organiser la contestation de leur situation, même si cela arrive parfois.

Cette situation n'est malheureusement pas l'apanage de La Poste ou de France Télécom, même si l'on pouvait espérer que ces secteurs sauraient résister à la pression du libéralisme!

Dans toutes les entreprises, on voit la même logique économique s'imposer avec son lot d'attaques contre ce que l'on a appelé les acquis sociaux. N'oublions pas que la mobilité et la flexibilité comme la précarité sont le fruit des études et des consignes du FMI et de la Banque mondiale pour l'ensemble de l'économie planétaire.

Il n'y a quasiment plus de semaine où l'on n'entende parler d'occupations d'usines suite à une annonce de fermeture ou de plans « sociaux ». Mais ces combats sont en général défensifs.

## Les carences du syndicalisme défensif

Depuis quelques années, des luttes revendicatives de chômeurs se font entendre, sur le droit à un revenu « décent », contre la dégressivité des allocations UNEDIC, pour les transports gratuits, etc. Ces combats apparaissent bien tardifs. Lorsqu'en

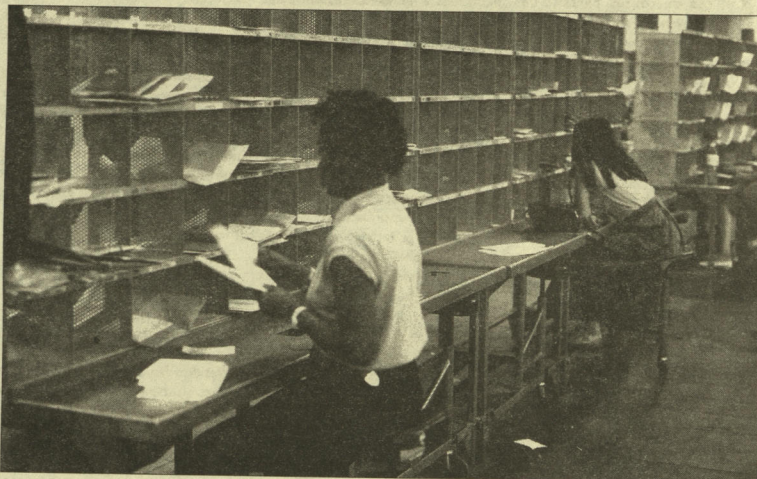
1993 l'UNEDIC décida d'instaurer la dégressivité des allocations, il y eut bien peu de réactions. Pourtant qui accepterait sans rien dire de voir son revenu se réduire comme une peau de chagrin? Il est clair que sur le problème du chômage, les centrales syndicales et le syndicalisme en général, n'ont pas su apporter une réponse adaptée à son évolution actuelle. Dans la deuxième moitié de ce siècle, il a su apporter une réponse juste à un chômage qui, sans être résiduel, restait à peu près stable, par la création des organismes paritaires UNEDIC et l'instauration de l'allocation chômage.

ports entre possédants et dépossédés. Les uns s'enrichissent sur la misère des autres!

Si l'on prend un sujet d'actualité avec les luttes de sans-papiers et de l'immigration, on ne peut s'empêcher de constater que là aussi nous avons affaire à une lutte défensive. On peut, à la fois déplorer le manque de solidarité d'une part importante de la société, même si une réaction affective de sympathie a suivi la violence du gouvernement contre les sans-papiers à Saint-Bernard, mais on peut tout autant déplorer le manque de réaction d'ampleurs face au découpage du monde suivant la logique des

son emploi, ses papiers, etc. Traditionnellement les conservateurs étaient ceux qui avaient le pouvoir et donc les moyens de défendre leurs biens. En terme de dynamique, il me semble que nous serons capables de renverser la vapeur lorsque les objectifs de la classe ouvrière seront des objectifs de progrès social. Il est clair qu'aujourd'hui un projet de transformation sociale est seul capable d'unifier la classe ouvrière internationale.

Ceux qui ont annoncé la fin de l'histoire avec la chute du mur de Berlin et la toute puissance de l'économie capitaliste ne sont que des illusion-



Mais, aujourd'hui, le chômage dépasse le problème de quelques situations individuelles solvables. Le chômage est à la fois un problème de dignité humaine mais aussi un moyen de pression contre la combativité des salariés. La conscience de classe se développant essentiellement à travers les luttes, on constate un développement du repli individuel. Ne pas avoir anticipé cette situation est une des grandes carences du syndicalisme.

Le chômage n'est pas simplement un élément induit de l'économie, ou une conséquence douloureuse, c'est le fruit d'une volonté car c'est un outil pour imposer flexibilité et précarité de l'emploi, pour détruire tous les acquis sociaux limitant le développement du libéralisme. Il n'est que de constater les réactions récentes de la Bourse de New York, lorsque des baisses de chômage sont annoncées, la bourse chute, c'est éloquent!

De même, les luttes des sans-logis arrivent quand les problèmes se posent de façon aiguë. Mais le combat contre la spéculation immobilière, n'a pas été le combat nécessaire des années précédentes. Ce problème illustre tout à fait les rap-

capitalistes internationaux au mépris des besoins des populations. La vocation internationale du syndicalisme n'a quasiment jamais trouvé le moyen de s'exprimer dans cette seconde moitié du siècle. Si, en tant qu'anarchistes, nous sommes favorables à la libre circulation des personnes, nous voulons que cette mobilité soit libre et non contrainte par des raisons économiques ou politiques. L'immigration est le plus souvent subie! S'il existe des catastrophes naturelles contre lesquelles on ne peut pas grand chose, l'ensemble des problèmes de société que nous abordons aujourd'hui, trouvent leur cause dans l'existence d'une économie au bénéfice d'une minorité que sont les détenteurs du capital. La cause, c'est l'organisation capitaliste de cette économie. Économie globale à l'échelle du monde ne laissant quasiment plus la possibilité à des économies alternatives de perdurer.

## Pour un projet de transformation sociale

Nous avons à faire face aux morcellements des luttes, alors que l'adversaire est unique, même s'il est difficilement matérialisable. Ces luttes constituent les éléments de la classe ouvrière, mais celle-ci est morcelée comme un puzzle dont les éléments les plus faibles sont ceux qui sont attaqués en premier.

Le problème des luttes actuelles c'est que ce sont des luttes qu'on pourrait caractériser comme conservatrices. Conserver son logement,

Chaque jour nous ressentons les progrès nécessaires à faire pour fournir à chacun le bien-être et la liberté dont il a besoin.

Si le besoin de changer la société n'a jamais été aussi fort dans cette deuxième moitié du siècle, la sensation que cela est possible n'a jamais été aussi faible. Nous, anarchistes, avons cru qu'avec la chute du mur de Berlin, les espoirs de révolution allaient inéluctablement être libérés et que les populations se tourneraient vers nous. Cela n'a pas été le cas, car cette chute s'est accompagnée de la perte de confiance dans la possibilité de changer la société. Il semble que le besoin d'un exemple vivant soit nécessaire pour focaliser les aspirations. Cela peut expliquer les regains d'enthousiasme pour les révolutions, même minuscules, des pays du Tiers monde. Je pense qu'on aurait tort de toujours casser ses espoirs. S'il nous faut un regard juste sur ce qui se passe par exemple au Chiapas, il sera dommageable de ne pas comprendre l'effet dynamique qu'il peut avoir. Toute société aussi libertaire soit-elle qui reste dans les livres me semble condamnée à y rester.

C'est pourquoi notre rôle d'anarchistes est d'être présents dans toutes les luttes sociales, pour servir de liant entre elles et faciliter une prise de conscience globale. Nous changerons la société lorsque nous aurons commencé à la changer dans nos luttes au quotidien.

**Philippe Arnaud**  
**Groupe Emma Goldman**  
**(Bordeaux)**

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08  
Fax : (1) 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

# SNCF : De meilleurs services tout de suite !

**D**ISPARUS de la scène médiatique depuis pratiquement la fin du conflit de l'automne dernier, les travailleurs du rail risquent d'y refaire une entrée fracassante et qui ne sera pas forcément de leur fait. En effet, il semble que toute la sympathie qu'on a capitalisée les cheminsots était essentiellement due à un malentendu : on se battait dans les chemins de fer pour l'unité du réseau, le libre accès de tous au service public, les garanties statutaires et, entre autres, le régime particulier de protection sociale et de retraite. L'ensemble des travailleurs n'a voulu y voir, parce que c'était l'urgence, qu'une défense de la sécu par l'un des derniers bastions forts du syndicalisme. Or, de fait, le problème est toujours bien plus vaste : le service public. Les services publics ne se résument pas aujourd'hui aux secteurs d'activité non financièrement rentables et dont la charge reviendrait aux collectivités locales. C'est pourtant bien ce qu'essaye de nous vendre l'Etat et le patronat. On ne dira donc pas qu'on est revenu à la case départ parce que ce serait faux, mais il est clair que les enjeux étant un peu flous pour l'ensemble de la population qui bénéficie de ces services publics, l'attaque de la bourgeoisie risque d'être d'autant plus dure. Je n'invente rien : il suffit de voir ce qui

se passe à La Poste, aux Télécom, à EDF... Dans les chemins de fer, la situation est la même avec un temps de retard : le gouvernement n'a pas le temps ni intérêt à organiser tous les démantèlements au même moment. Résumons un peu les actes qui paraissent les plus significatifs : reprise de 125 milliards de francs sur 180 de la dette accumulée et création pour cela d'un nouvel établissement propriétaire de la plupart des infrastructures, suppression de tout contrat de plan, décentralisation des différentes directions en région, plan de départ en retraite pour tous les agents ayant atteint 53 ans, restructuration mineure des établissements de base de la SNCF... Qu'est-ce que tout cela signifie ? La création du nouvel établissement (réseau ferré national - RFN), propriétaire de la dette et des infrastructures, répond évidemment au besoin de sortir de la crise de l'automne 1995. Le gouvernement était obligé de répondre à l'exigence de désendettement des cheminots, mais ne pouvait prendre 125 milliards sur le budget de l'Etat sous peine de ne pas tenir ses engagements sur la monnaie unique. Par ailleurs, ce nouvel établissement présente l'avantage de séparer l'activité ferroviaire en deux : d'un côté l'infrastructure et son entretien, de l'autre les exploitants et leur matériel, principalement la SNCF

aujourd'hui, obligés de « louer les voies ». On voit tout de suite poindre le danger : les différents exploitants européens pourront être mis en concurrence et qui dit concurrence dit baisse du niveau de vie des salariés. Les usagers aussi y perdront, inévitablement, car la concurrence ne jouera pas que pour les axes les plus rentables, le reste dépendra de la bonne volonté des élus locaux, régionaux, etc. La suppression de la notion de contrat de plan montre bien que le gouvernement a pris toute la mesure de l'importance des luttes de l'automne dernier : la SNCF comme le RFN seront maintenant dépendants des décisions et du budget alloué par l'Assemblée nationale. Donc renouvelés et modifiables tous les ans dans un lieu où ne s'exprime pas les rapports de classe. On pourrait tous les points en détail, mais disons simplement que si la situation est loin d'être perdue, elle est fragile. Face à cela les centrales syndicales qui comptent dans les transports ont réagi en fonction de leurs intérêts du moment : la CGT qui veut redevenir la principale organisation du prolétariat avance prudemment et fermement, la CFDT qui est « oppositionnelle » dans les transports s'enferme dans un jusqu'au boutisme verbal dont elle n'a pas les moyens, SUD a pris les mêmes positions alors que les bases de ce syndicat semblaient plus nuancées.

## Retape à la RATP

**N**ous n'avons pas arrêté le mouvement. Nous l'avons suspendu. C'est ce que nous écrivions dans un *Monde libertaire* au début de l'année 1996. Aujourd'hui, plus que jamais, nous sommes dans cet état d'esprit. Tous les mouvements qui ont eu lieu depuis à la RATP, ou qui vont se déclencher, sont dans le droit fil des mouvements de novembre et décembre 1995, car rien de ce qui avait provoqué notre colère (hormis le problème des 37,5 annuités pour nos retraites) n'a été réglé. Bien au contraire, tout s'est aggravé. La seule chose qui ait changé, ce sont les termes utilisés pour casser notre statut et déréglémenter nos conditions de travail. De même, à la SNCF, on ne parle plus du contrat de plan, mais d'autre chose de similaire. La finalité est toujours la même. Ils veulent casser la notion même de service public et rentabiliser à l'extrême. Il suffit d'entendre parler nos cadres qui n'ont plus en tête que des notions de nombre de voyageurs au mètre carré ou de voyageurs au kilomètre transporté. Ils ne parlent plus d'usagers mais de clients et leur principale préoccupation est de faire la chasse aux fraudeurs. Après avoir eu une attitude revancharde et mesquine vis-à-vis des grévistes les plus actifs dans la grève, la direction de la RATP tente de faire passer son plan, petit à petit, dans certains dépôts d'autobus. En imaginant, à tort, que les liens de solidarité qui unissent les travailleurs depuis le dernier grand conflit a pris du plomb dans l'aile. Là encore, la direction se trompe : la combativité des collègues ne sera plus freinée par les retenues financières infligées aux grévistes depuis un an afin de rembourser les grèves de novembre et décembre. La RATP mesure mal le sentiment d'écoeurement de ses agents. Les risques d'une confrontation beaucoup moins pacifiste que l'année dernière existent réellement. L'idée la plus répandue aujourd'hui est qu'une grève dure ne durera pas trois semaines. La journée d'action du 24 novembre 1995 ne devait durer que vingt-quatre heures. Combien de temps durera la journée d'action du 17 octobre 1996 ? Ce qui est sûr, c'est que, en tout état de cause, nous ne laisserons pas faire la direction. Ni aujourd'hui ni demain.

Jean-Pierre - Groupe Louise Michel

En fait, ce qui manque aux luttes des salariés des transports c'est qu'un fort courant du prolétariat exprime ses besoins, ce qui ne manquerait pas de donner un autre visage à la lutte et remettrait concrètement en cause la logique du profit capitaliste. A l'automne dernier cela s'est fait

dans quelques gares, à l'occasion des conflits qui ne vont pas manquer de venir il serait bon de généraliser le modèle. Pour qu'enfin salariés et usagers nous soyons... tous ensemble.

Laurent  
St-Jean de Maurienne

# Les syndicats enseignants vers la fin de l'autonomie?

**L**E MOINS que l'on puisse dire est que les raisons d'en découdre avec le gouvernement ne manquent pas dans l'Éducation nationale. La plupart d'ailleurs ne datent pas d'aujourd'hui : M. Bayrou n'oublie jamais de rappeler que l'essentiel de ses « réformes » s'appuie sur la loi dite d'orientation de Jospin de 1989.

Cela dit, le processus de démantèlement de l'Éducation nationale a connu ces dernières années une accélération considérable. Citons quelques exemples :

- La réforme des 6e et maintenant des 5e qui vise à déréglémenter totalement les collèges et à instituer non pas le « droit à la différence », mais la différence des droits.

- Dans la même logique, l'administration tente d'imposer de plus en plus aux personnels des établissements la soumission aux décisions de la « communauté scolaire » (1) par le biais des conseils d'administration. Cela contre les garanties statutaires nationales et le principe de laïcité qualifiée d'archaïque.

- La multiplication des titulaires académiques (presque 35 000 cette année), collègues qui ont été reçus aux concours de l'Éducation nationale mais qui sont victimes d'un véritable second statut qui nie le plus souvent leurs compétences et leurs qualifications et leur réserve des conditions de travail déplorables.

- Cette multiplication de TA voulue, planifiée par le ministère, vise à terme à banaliser l'idée qu'un enseignant peut être amené à faire tout et n'importe quoi, sur le modèle anglo-saxon. Les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), que certains stagiaires nomment plus clairement Instituts d'uniformisation et de flitage des maîtres sont d'ailleurs là désormais pour préparer les jeunes collègues à cette idée.

- L'annualisation des services des TOS (agents de l'Éducation nationale) permet, selon le bon vouloir des chefs d'établissement, de faire varier les semaines de travail de 35 à 43 heures et fait perdre 15 jours de vacances.

- Le licenciement enfin de 15 000 Maîtres Auxiliaires au plan national lors de cette rentrée. Les MA, taillables et corvéables à merci

mais longtemps indispensables à l'administration, sont jetés aujourd'hui à la rue. Pour certains collègues de dix, onze, douze ans d'ancienneté, on peut vraiment dire qu'on a pressé le citron et que l'on jette la peau maintenant.

### Une mystification

Le processus a commencé en 1993, à l'occasion d'un protocole dit de « résorption de l'auxiliaire » signé par Bayrou, le SNES, la FEN. En fait de résorption, ce sont 19 000 MA qui ont été licenciés en trois ans. Au même moment, les partenaires syndicaux de M. Bayrou faisaient miroiter la titularisation par les concours spécifiques qui se sont vite révélés une gigantesque fumisterie. Les mêmes aujourd'hui tentent de renouveler la mystification avec le protocole Perben signé en mai dernier.

Face à toutes ces attaques, la grève du 30 septembre dernier avait un double visage : même si les chiffres de participation, notamment dans le second degré, ont été singulièrement gonflés, le mouvement a montré cependant la volonté d'en découdre de la « base ».

Mais, de manière tout aussi claire, cette grève aura aussi mis en évidence l'impasse dans laquelle les syndicats autonomes de l'Éducation nationale (type FSU ou FEN), encore majoritaires aujourd'hui, ont amené tous les personnels.

Dans quel autre secteur d'activité, en effet, aurait-on attendu un mois après la rentrée (celle des écoles et des collèges) pour réagir face à un plan de licenciement de cette ampleur. De toute évidence, il était urgent pour ces syndicats de ne rien faire de sérieux qui empêche M. Bayrou de parler de « bonne rentrée sans problème majeur ».

Dans la plupart des académies, la FSU, la FEN, main dans la main avec la CFDT, appellent les collègues à traquer les heures supplémentaires dans les établissements. Ce genre d'initiative qui fleurit bon le partage du travail cher à la CFDT, détourne des vrais problèmes. Ainsi les responsables du chômage des MA ne seraient ni le ministre, ni le gouvernement mais des méchants profs qui acceptent

les heures supplémentaires. Sur ces bases, il est difficile effectivement d'entamer une mobilisation.

De même, la proposition de ces mêmes organisations de transformer un tiers des heures supplémentaires en postes peut légitimement amener à se poser une question : est-ce le rôle d'une organisation syndicale de dire au ministre comment il doit gérer ses fonds dans le cadre d'un budget qu'on ne remet par la même pas en cause. L'argent existe ! Que le gouvernement le prenne là où il est, dans les superprofits de certaines entreprises ou dans le budget de l'armée. Avec cet argent qu'il crée les postes nécessaires et le problème des heures supplémentaires éponges de facto disparaît.

La grève du 30, décidée par la plupart des appareils syndicaux pour masquer leur extrême mollesse, pour ne pas dire plus, lors de la rentrée, n'a donc évidemment rien réglé. Dans une certaine mesure, dans la perspective d'avancer encore et toujours une pseudo-spécificité du monde enseignant qui aboutit finalement à l'isolement de celui-ci, certains appareils ont même pu concevoir cette journée comme un outil contre la mobilisation des enseignants avec l'ensemble de la fonction publique le 17 octobre.

Heureusement, ce genre de calcul est parfois déjoué par la « base », comme en novembre et décembre derniers où ces mêmes syndicats autonomes (le SNES notamment) ont pourtant freiné des quatre fers pour empêcher la grève de s'installer dans les établissements scolaires.

Les enseignants sont des fonctionnaires et des salariés comme les autres. Cette vérité d'évidence, pourtant petit à petit oubliée depuis « l'autonomisation » du monde enseignant dans la FEN de l'après-guerre, doit être rappelée à chaque instant. Plus que jamais, le mot d'ordre « tous ensemble » doit prendre corps dans l'Éducation nationale comme ailleurs.

Fabrice - Groupe de Rennes « La Commune »

(1) Décidément, cette notion cléricale de communauté est très à la mode aujourd'hui : communauté de travail, communautés géographiques dans l'Europe des régions... Chaque élément doit rester à sa place dans le cadre du principe de subsidiarité.

tous ensemble...

# Le service public hospitalier en danger

**L**E MOUVEMENT social de l'automne dernier n'a pu faire reculer le plan Juppé présenté le 15 novembre 1995. Le premier ministre annonçait quatre réformes majeures : l'instauration d'un service universel d'assurance-maladie, la réforme du financement de la protection sociale, la soumission des allocations familiales à l'impôt sur le revenu et la réforme des régimes spéciaux. Sous la vague de grèves, ce dernier point fut franchement ajourné mais l'assurance-maladie universelle proclamée n'est toujours pas assurée et l'extension progressive de la CSG ainsi que la création du RDS remplacent l'élargissement annoncé de l'assiette des cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises.

Ainsi les cotisations augmentent sans que les autres revenus, hors salaires, ne contribuent au financement, sans que le chômage ne recule, raison majeure de l'énorme manque de cotisations. Cet automne, ce sont les ordonnances Juppé qui doivent être ratifiées : notamment celle portant réforme hospitalière. Et le premier projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui sera soumis au Parlement, vient d'être adopté au Conseil des ministres le 9 octobre dernier : il s'agit de ramener le déficit du régime général des salariés du privé à 30 milliards de francs en 1997, imposant aux hôpitaux et à la médecine de ville une augmentation inférieure à 1,7 %. Seuls les établissements médico-sociaux auraient droit à une augmentation de 3 %.

Voilà quinze années que les hôpitaux, après l'embellie des années 70 (construction d'établissements, création d'emplois et équipements), connaissent l'austérité avec baisse des budgets et création puis augmentation du forfait hospitalier. Malgré un tour de vis supplémentaire (forfait hospitalier à 70 F, augmentation de la CSG, instauration du RDS) en 1996, le déficit de la Caisse nationale d'assurance maladie serait de 50 à 60 milliards de francs.

## Croissance zéro

Aussi a-t-il été décidé que le taux directeur des budgets hospitaliers serait lui de 0 % pour 1997 : c'est-à-dire, engendrant un redéploiement des moyens des régions les mieux dotées (Alsace, Lorraine, Ile-de-France, Languedoc-roussillon, PACA et Rhône-Alpes) vers les régions les moins pourvues (Centre, Bretagne, Bourgogne, Auvergne, Haute-Normandie, Pays-de-Loire, Picardie et Poitou-Charentes)(1), la suppression des avantages acquis pour les personnels, la compression des effectifs avec non remplacement et suppression de postes, la fermeture de services. Les directeurs d'hôpitaux évaluent à 1,2 voire 1,4 % l'augmentation nécessaire pour maintenir l'activité et les moyens. Or combien de besoins ne sont pas couverts qui nécessiteraient un accroissement en moyens humains et matériels : sida, prévention particulièrement ? Or combien de maternités ou d'hôpitaux de proximité ont-ils été fermés ces dernières années éloignant la

population des lieux de soins ou de visite aux hospitalisés ? (2)

## Priorité au privé

L'ordonnance portant réforme hospitalière va poursuivre et amplifier la casse du service public hospitalier. Au-delà des très nombreux services privatisés à l'intérieur des établissements publics, comme les services de restauration, de nettoyage ou de buanderie ou comme les laboratoires, l'hôtellerie ou le parking, toute la puissance de l'Etat se concentre sur un seul objectif : réduire les dépenses hospitalières. Les directeurs des Agences régionales de l'hospitalisation ont été nommés en septembre dernier. Sur 24 directeurs, quatre viennent du secteur privé notamment ceux appelés en Région parisienne et en Alsace, là où il faudra amputer pour redéployer. En nommant des PDG de chaînes de cliniques ou d'entreprises privées, c'est la logique commerciale de rentabilité qu'on veut imposer à l'hôpital public ou aux établissements non lucratifs au mépris des besoins de la population. Rappelons-nous la politique menée par Thatcher : aujourd'hui ce sont des entreprises comme la Générale de Santé, filiale de la Générale des Eaux, qui rachètent les services de santé privatisés alors.

Ces super-préfets, « électrons libres » dans le dispositif de représentation de l'Etat au niveau des régions, ont tout pouvoir sur l'organisation et le financement hospitalier : 60 000 lits doivent être fermés, soit l'équivalent de 120 000 postes

d'hospitaliers supprimés, des redéploiements et une mobilité régionale imposés aux personnels. Ils ont pour mission l'accréditation des services et des structures, procédure de reconnaissance de la qualité : pourtant aucun indicateur fiable ne permet aujourd'hui de définir les critères de bonnes pratiques cliniques. Et sous couvert de complémentarité entre les deux secteurs, mettre en concurrence le secteur public avec le secteur privé conduira inévitablement à un traitement de faveur du secteur privé lucratif : l'hôpital public, étranglé depuis des années par les contraintes budgétaires, est par ailleurs mal positionné pour la course aux crédits ; en revanche, les grands groupes privés se sont déjà bien installés dans plusieurs centaines de cliniques privées et se développeront encore.

Si La Mûre, petite ville montagnarde près de Grenoble, accédait à la célébrité le 1er mai 1996 avec une manifestation regroupant la population avec l'ensemble des syndicats et tous les maires du canton, c'est que l'annonce de la fermeture de la maternité et de la mine de charbon mettait en évidence autant les problèmes d'aménagement du territoire que les questions d'emploi et les conditions de soins. En effet, nous sommes tous concernés par la défense d'un service de santé et de prévention qui puisse offrir à tous, sans aucune restriction, aussi bien l'information et l'éducation sanitaires, que les soins les plus appropriés. Qui oserait dire qu'une réforme hospitalière ne s'impose

pas ? Au contraire, il y a tant à faire pour répondre aux besoins et améliorer toujours la santé de la population mais encore faut-il qu'elle corresponde à un vrai progrès social. C'est pour défendre l'hôpital et l'accessibilité des soins à tous que les salariés du secteur sanitaire public et privé non lucratif manifestent ce 17 octobre (3) : pour l'emploi, l'amélioration des conditions de travail, notamment la réduction du temps de travail, et contre le gel des salaires dans les services publics. Mais une seule journée ne peut être suffisante pour inverser le cours de la réforme d'autant que tous les pays occidentaux s'orientent vers une même réduction des dépenses sociales. ...fourches caudines de Maastricht oblige.(4)

Hélène Hernandez  
(groupe Pierre Besnard)

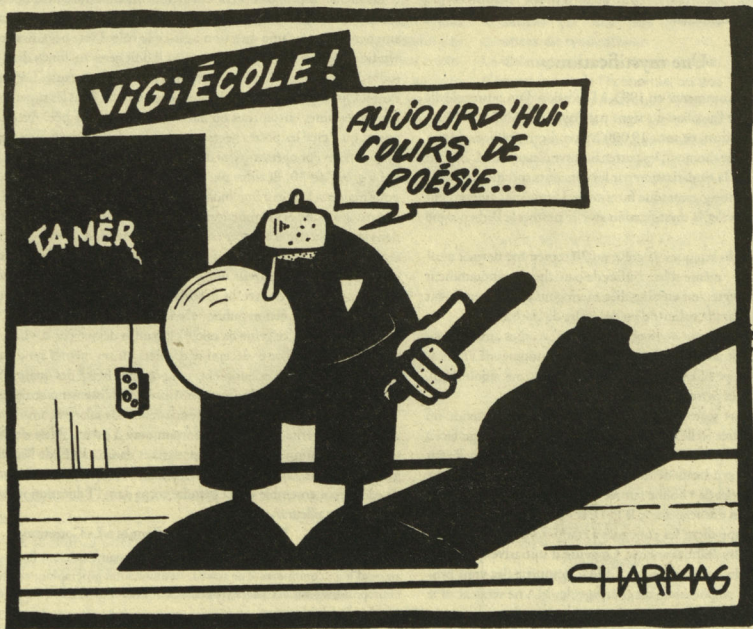
(1) D'après Elias Cosca, directeur d'hôpital, Détaché au Ministère de la Santé, in Les dossiers de l'Obstétrique. Les inégalités entre hôpitaux, juin 1996.

(2) Au moins 75 fermetures de maternité depuis 6 années, dans toutes les régions, d'après la Fédération nationale des maternités et hôpitaux publics de proximité, Assises nationales, 6 et 7 avril 1996.

(3) Toutes les confédérations appellent ainsi que les syndicats non confédérés comme le CRC, auquel sont affiliés maintenant des SUD Santé, ou comme les divers syndicats catégoriels.

(4) Voir ce qui se passe aux Pays-Bas avec le dé-remboursement de la contraception, ou en Allemagne avec le bras de fer entre le patronat de la métallurgie et le syndicat IG Metall sur la diminution des indemnités de maladie (de 100 à 80 %).

## CONTRE LA VIOLENCE SCOLAIRE...



## • A G E N D A samedi 19 octobre

**SAINT-OUEN** : Le comité pour la réintégration de Malika organise un rassemblement à 15 heures devant Prisénic.

**CHELLES** : Le groupe Sacco & Vanzetti organise une réunion-débat en son local, 1 bis rue Emille à 20h30 sur le **partage du travail et des richesses**, avec Jacky Toublat.

## jeudi 24 octobre

**TOURS** : Le groupe libertaire de Tours organise une vidéo-discussion à 20 h 30 à Utopia, 32, rue Carmaux. Après la projection de **Roger et moi**, on discutera des mouvements sociaux.

## samedi 9 novembre

**LYON** : L'union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste organise une **journée libertaire de 10 heures à 23 heures au CC0** 39, rue Georges Courteline.

Au programme : **des débats** (la révolution espagnole, le sexisme, l'immigration et le racisme d'Etat, la mondialisation de l'économie, les luttes sociales, les anarchistes européens dans les luttes, les drogues, les violences) ; **des tables-rondes** (Salariat, chômage et précarité ; avortement et contraception ; immigration et luttes des sans-papiers ; services publics) ; **des expos** (violences faites aux femmes, Espagne 1936, 100 ans de presse libertaire ; **des vidéos** ; **un meeting** à 20 heures et **un concert** à partir de 20 h 30 avec Karim duo (blues jazz) et Mamboreta (salsa et afro-cubain).

Renseignements : Librairie La plume noire (19 rue Pierre Blanc), du mercredi au samedi de 15 heures à 19 heures.

Entrée : 50 F ; 30 F lycéens, étudiants, chômeurs.